Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 11 février 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°570 ■

PÉTROLE

Le Brent à plus de 75 dollars

P 16

CONSEIL DES MINISTRES

Réformes stratégiques pour l'économie, l'éducation et le numérique

Le Président Abdelmadjid Tebboune a présidé une réunion du Conseil des ministres ce dimanche, au cours de laquelle des réformes majeures touchant plusieurs secteurs clés ont été annoncées. Parmi les mesures prises, on note l'approbation du projet de loi sur les activités minières, la réduction de l'âge de la retraite des enseignants, l'accélération de la numérisation, ainsi que des mesures pour renforcer la protection des femmes victimes de violence et développer le sport d'élite. P 3

PROJET DE LA NOUVELLE LOI SUR L'ACTIVITÉ MINIÈRE

Une réforme pour un avenir prometteur

Lors de la réunion du Conseil des ministres de ce dimanche, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a approuvé le projet de loi régissant les activités minières. Cette réforme vise à moderniser le secteur en accélérant le développement de projets structurants.

P 2

SIDI BEL ABBES

Signature d'un accord de partenariat entre les universités Djilali Liabes et de Sousse

Signature d'un accord de partenariat entre les universités Djilali Liabes et de Sousse (Tunisie) dans le cadre du renforcement de la coopération académique et entre l'Algérie et la Tunisie, a-t-on appris, lundi, auprès du service de communication et d'information de l'Université de Sidi Bel Abbes.

P 4

PLAN JAUNE DE LA CAPITALE

Alger s'apprête à accueillir son premier monorail

Alger franchit une étape clé dans son développement urbain avec le lancement imminent d'un projet majeur : la construction d'une ligne de monorail électrique rapide s'étendant sur plus de 67 kilomètres.

P 3

POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION DANS LE BTP

Vers la signature d'un mémorandum d'entente entre le CTC et un institut américain P 4

SAÏDA

Lancement des travaux de réalisation de huit silos de stockage des céréales P 6

MISE EN EXPLOITATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-GARA DJEBILET

10 trains mobilisés au quotidien pour le transport des produits miniers et des voyageurs P 2

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Le 2e Colloque académique international sur l'économie de la connaissance les 12 et 13 février

L'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" abritera, les 12 et 13 février en cours, le 2e Colloque académique international sur l'économie de la connaissance, qui connaitra la participation d'experts algériens et étrangers, a-t-on appris, lundi, de cet établissement universitaire.
Placé sous le thème "L'économie de la connaissance pour un développement inclusif et durable dans les pays du Sud : quel modèle pour l'Algérie?", cet événement réunira une élite de chercheurs, d'experts et d'académiciens afin de débattre du rôle de l'économie de la connaissance dans la réalisation d'un développement inclusif et durable, avec un accent particulier sur les défis et opportunités en Algérie et dans les pays du Sud.
Le colloque se tiendra en format hybride, certains intervenants internationaux participeront en présentiel, notamment en provenance de Mauritanie, d'Afrique du Sud, du Cameroun et de la diaspora algérienne, tandis que d'autres interviendront à distance depuis le Liban, la Suède, la Tunisie, la Jordanie et l'Angleterre, a-t-on ajouté de même source.
Le programme comprend des sessions de discussions, conférences scientifiques et ateliers spécialisés portant sur l'innovation, la transformation numérique et les stratégies économiques fondées sur la connaissance.
Ce colloque se veut "une plateforme scientifique favorisant le dialogue et la coopération entre chercheurs et décideurs afin d'élaborer des stratégies de développement basées sur la connaissance et de proposer des mécanismes pour définir un modèle économique national, diversifié, inclusif et durable", a-t-on noté.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

2 morts et 161 blessés en 24 heures

Deux (2) personnes sont décédées et 161 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique, lundi, un communiqué de la Protection civile.
Les accidents les plus graves sont survenus dans la wilaya de Naâma avec un mort et deux blessés suite à une collision entre un véhicule léger et un camion dans la daïra de Mechria, et à Timimoun où une personne a été mortellement heurtée par un camion au centre ville de Tinerkouk, précise la même source.
Les éléments de la Protection civile sont intervenus, par ailleurs, pour prodiguer des soins de première urgence à 5 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à Bordj Bou Arreridj (2 personnes), El Bayadh (2) personnes et Relizane (1), note le communiqué, déplorant toutefois le décès d'un homme, intoxiqué par le même gaz dans la wilaya de Bejaia.

MISE EN EXPLOITATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-GARA DJEBILET

10 trains mobilisés au quotidien pour le transport des produits miniers et des voyageurs

La ligne ferroviaire Béchar-Gara Djebilet (Tindouf) sera mise en service avec la mobilisation quotidienne de 10 trains en moyenne, destinés à assurer le fret des produits miniers et des marchandises et le transport des voyageurs, a indiqué un responsable de l'Agence nationale d'études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

Le plan d'exploitation quotidienne de la ligne ferroviaire ouest qui s'étend sur une distance de 950 km prévoit en moyenne 8 trains consacrés au fret des produits miniers, un train pour le transport des voyageurs et un autre réservé aux marchandises toutes destinations confondues, a déclaré à l'APS M. Abdelkader Mazar, directeur à l'ANSERIF chargé de la communication. La ligne en question sera équipée de six stations pour les voyageurs et les marchandises au niveau des régions de Abadla, Hammaguir, Hassi Khebi, Oum el Assel, Tindouf et Gara Djebilet, ainsi que deux stations de chargement et de déchargement à Gara Djebilet et dans la zone industrielle de Toumiat (Béchar). Une gare de jonction sera également réalisée avec deux stations de bifurcation permettant de fluidifier le trafic ferroviaire et d'accueillir un nombre important de trains, a ajouté le même responsable, soulignant que la ligne a été équipée, pour la première fois en Algérie, de traverses en béton monoblocs de 2,6 mètres de longueur spécialement pour les charges lourdes.

MÉDÉA

778 millions de DA consacrés à l'opération solidarité Ramadhan

Un montant de l'ordre de 778 millions de DA est alloué à Médéa à l'opération de solidarité en direction des familles démunies pendant le mois du Ramadhan 2025, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.
Un total de 77.540 familles nécessiteuses seront concernées par l'opération de solidarité durant le mois du jeûne et devront percevoir, avant le 15 du mois de février courant, une prime de solidarité de 10 mille DA qui sera versées sur leur compte postal, a-t-on fait savoir.
Des instructions ont été données par le wali, Djilali Doumi, aux responsables du secteur de la poste, lors d'un conseil de l'exécutif consacré à ce sujet, afin d'augmenter le nombre de guichets dans les bureaux de poste et de s'assurer de l'alimentation régulière des distributeurs automatiques d'argent en billet de banque de sorte à permettre aux bénéficiaires de cette prime de retirer leur argent avant le début du mois sacré, a-t-on signalé.
Les services de la wilaya font part, dans le même contexte, de la prise de nombreuses mesures relatives à l'approvisionnement des marchés et commerces en denrées alimentaires, notamment en viande, ainsi que la programmation de caravanes commerciales au profit des habitants des zones enclavées de la wilaya.

HADJ 2025

Les futurs pèlerins appelés à recueillir les informations exclusivement auprès de l'ONPO

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), a appelé, ce lundi, dans un communiqué, les futurs pèlerins à recueillir les informations exclusivement auprès des sources officielles et fiables notamment en ce qui concerne les procédures et les instructions relatives au Hadj, et ce, via le site officiel de l'Office et ses pages certifiées sur les réseaux sociaux. «Il est indispensable pour les futurs pèlerins de recueillir les informations exclusivement auprès des sources officielles et fiables notamment en ce qui concerne les procédures et les instructions relatives au Hadj, et ce, à travers le site officiel de l'Office www.onpo.dz et ses pages certifiées sur les réseaux sociaux », explique la même source. Ainsi, «l'Office a mis en garde contre les faux sites et les pages non officielles relayant des informations fausses susceptibles de perturber les hadjis ou de retarder les dispositions relatives à leur voyage, les appelant à la vigilance et à se fier uniquement aux canaux officiels ».

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONSEIL DES MINISTRES

Réformes stratégiques pour l'économie, l'éducation et le numérique

Le Président Abdelmadjid Tebboune a présidé une réunion du Conseil des ministres ce dimanche, au cours de laquelle des réformes majeures touchant plusieurs secteurs clés ont été annoncées. Parmi les mesures prises, on note l'approbation du projet de loi sur les activités minières, la réduction de l'âge de la retraite des enseignants, l'accélération de la numérisation, ainsi que des mesures pour renforcer la protection des femmes victimes de violence et développer le sport d'élite.

Par Mourad A.

L'un des points principaux abordés était l'adoption du projet de loi régissant les activités minières. Ce texte vise à dynamiser un secteur stratégique pour l'économie nationale en modernisant les procédures et en intégrant des technologies avancées. Le Président Tebboune a insisté sur l'importance de doter cette industrie de moyens modernes pour son développement et son contrôle, afin de mettre fin aux lourdeurs bureaucratiques qui freinent l'investissement.
A ce sujet, l'économiste El Houari Tigharsi a souligné, sur les ondes de la Chaîne I de la radio nationale, que « le secteur minier algérien recèle un immense potentiel inexploité, notamment dans les métaux stratégiques et les
terres rares. Toutefois, pour attirer des investissements sérieux et créer une vraie valeur ajoutée, il faut un cadre juridique stable et incitatif ». Le Président a également ordonné de mener des études approfondies sur les meilleurs moyens d'optimiser l'exploitation minière, tout en garantissant la préservation des ressources pour les générations futures. Certaines terres rares ont été temporairement exclues des investissements afin d'éviter une exploitation prématurée sans maîtrise technologique.
Un autre axe majeur des réformes concerne la numérisation, considérée comme la pierre angulaire de la modernisation de l'économie. Le Président Tebboune a ordonné l'envoi d'une commission d'enquête à l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) pour examiner les obstacles à la délivrance des autorisations nécessaires au Haut-Commissariat à la numérisation. Il a insisté sur la nécessité de définir clairement les priorités en matière de numérisation, notamment dans les secteurs économiques et financiers ainsi que dans la gestion du foncier public et privé. El Houari Tigharsi a noté : « La numérisation est la clé pour une économie plus transparente et plus efficace. Mais son implémentation est encore freinée par des résistances administratives et un manque de coordination ». Le Président a souligné la nécessité d'avoir des statistiques précises et actualisées pour guider les décisions gouvernementales et améliorer la gestion des ressources publiques.
Dans le secteur de l'éducation, le Conseil des ministres a annoncé une réduction de trois ans de l'âge de la retraite pour les enseignants, afin d'améliorer leurs conditions de travail. Toutefois, El Houari Tigharsi a souligné la nécessité d'un plan de recrutement pour éviter un déficit. Concernant la protection des femmes victimes de violence, le Président Tebboune a insisté sur le renforcement des mécanismes juridiques et l'aggravation des sanctions, avec l'aide des ministres de la Justice et de la Solidarité nationale.
Le Conseil a également abordé la relance du hand ball algérien, en faisant appel à des experts pour restaurer son prestige. Enfin, des réformes ont été adoptées dans le secteur portuaire, incluant un travail continu 24h/24 dans des ports clés pour réduire les coûts et fluidifier les échanges économiques.
Ces décisions s'inscrivent dans une vision globale de transformation économique et sociale. Le Président Tebboune met l'accent sur une meilleure gestion des ressources nationales, unemodernisation des infrastructures et une approche pragmatique des réformes, tout en équilibrant croissance économique et justice sociale. « L'Algérie dispose de leviers économiques puissants, mais leur mise en œuvre nécessite une planification rigoureuse et une gouvernance

Les principaux points

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé une réunion du Conseil des ministres durant laquelle plusieurs points importants relatifs à des réformes dans divers secteurs ont été abordés.
Le président a lors de ce conseil souligné l'importance d'une exécution efficace des projets d'investissement et de la rationalisation des dépenses.
Le projet de loi régissant les activités minières a été approuvé dans le but de moderniser le secteur, notamment en introduisant des technologies avancées et en adoptant une approche globale pour optimiser les investissements. Concernant la numérisation, une commission a été envoyée pour lever les obstacles administratifs. Le président a également insisté sur la nécessité de renforcer la protection des femmes victimes de violence et de moderniser le handball algérien.
Par ailleurs, l'âge de la retraite des enseignants a été réduit de trois ans, et un système de travail en continu (24h/24) a été instauré dans les ports stratégiques. Enfin, le congé de maternité a été étendu à cinq mois pour les femmes salariées.

PLAN JAUNE DE LA CAPITALE

Alger s'apprête à accueillir son premier monorail

Par M. A.

Alger franchit une étape clé dans son développement urbain avec le lancement imminent d'un projet majeur : la construction d'une ligne de monorail électrique rapide s'étendant sur plus de 67 kilomètres. Cette annonce a été faite par Rachid Ouazene, président-directeur général du groupe de transport terrestre Transtev, dans le cadre d'un plan global de modernisation des infrastructures de transport en Algérie.
Ce projet, qui devrait être achevé en trois ans, vise à résoudre la congestion routière qui demeure un problème majeur dans la capitale. Selon Rachid Ouazene, invité de « Echourouk Morning », il fait partie d'une vision plus large visant à améliorer la mobilité à Alger, incluant également l'extension du métro et du tramway, ainsi que la réhabilitation du téléphérique.
« La saturation du trafic dans la capitale nuit à la qualité de vie des habitants. Ce monorail, en reliant des zones densément peuplées, offrira une alternative efficace et rapide aux transports traditionnels », explique-t-il. Le tracé du monorail reliera notamment Safsaf à la station des Affaires à Bir Mourad Raïs, en passant par plusieurs pôles économiques et résidentiels. Une deuxième ligne reliera Oued Smar à Birtouta, facilitant ainsi les déplacements des travailleurs et étudiants vers le centre d'Alger.
Le monorail présente de nombreux avantages par rapport aux autres modes de transport. Sa vitesse pourra atteindre 80 km/h, et il fonctionne de manière écologique grâce à son système électrique, réduisant ainsi les émissions de CO_2.
De plus, son tracé surélevé libérera l'espace au sol, évitant ainsi les embouteillages causés par les transports terrestres classiques. « Contrairement au métro, qui nécessite des travaux de terrassement conséquents, le mononorail offre un compromis idéal entre rapidité d'exécution et coût de réalisation », précise Rachid Ouazene.
Le financement du projet repose sur un partenariat public-privé, avec une forte implication de l'État pour garantir des tarifs accessibles aux usagers.
Un système de billetterie unique, qui intégrerait le monorail, le métro, le tramway et les bus, est également en projet pour faciliter l'intermodalité.
Le projet de monorail s'inscrit dans un programme plus large de modernisation du réseau de transport de la capitale. Selon le PDG de Transtev, l'objectif est de créer un véritable maillage entre les différentes infrastructures de transport collectif. Ainsi, plusieurs extensions du métro d'Alger sont envisagées, notamment vers Baraki et l'aéroport international Houari Boumédiène. De plus, des études sont en cours pour prolonger le tramway vers El Harrach et Dar El Beïda, tandis que plusieurs lignes de téléphérique, actuellement en maintenance, seront bientôt remises en service.
Ce projet fait partie du « plan jaune » pour Alger, visant à fluidifier le trafic urbain et à améliorer la qualité des infrastructures. « L'Algérie investit massivement dans des solutions innovantes pour améliorer la mobilité urbaine. Le monorail, en plus de son caractère structurant, donnera une nouvelle image à Alger et facilitera la vie des citoyens », conclut Rachid Ouazene. Le défi reste désormais de respecter les délais et d'assurer une exécution efficace du projet. Si tout se déroule comme prévu, la première ligne du monorail d'Alger pourrait être opérationnelle d'ici 2027, marquant une avancée décisive pour le transport en Algérie.

PORTS

Le président de la République ordonne de modifier le système de travail avant fin février selon le système 24/24 h

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, de modifier le système de travail dans les ports avant la fin du mois en cours, selon le système 24/24 h, notamment dans les ports à activité économique.
Le président de la République a "instruit le ministre des Transports de modifier le système de travail dans les ports avant la fin du mois en cours, selon le système 24/24 h, notamment dans les ports à activité économique à savoir : Djendjen, Alger, Béjaïa, Annaba, Oran et Mostaganem", précise le communiqué.
A ce propos, monsieur le Président "a ordonné d'associer tous les opérateurs au niveau des ports, l'objectif de cette décision étant de suivre la dynamique économique et de réduire les dépenses supplémentaires des navires en attente d'accostage pour de longues périodes".
Par ailleurs, "le président de la République a enjoint au Gouvernement de mettre en œuvre les différents projets d'investissement approuvés, tout en rationnalisant les dépenses et respectant les délais de réalisation", conclut le communiqué.

SIDI BEL ABBES

Signature d'un accord de partenariat entre les universités Djilali Liabes et de Sousse

Signature d'un accord de partenariat entre les universités Djilali Liabes et de Sousse (Tunisie) dans le cadre du renforcement de la coopération académique et entre l'Algérie et la Tunisie, a-t-on appris, lundi, auprès du service de communication et d'information de l'Université de Sidi Bel Abbes.
Selon la même source, cet accord a été signé, à la fin de la semaine dernière, en présence du recteur de l'Université de Sidi Bel Abbes, M. Bouziani Merahi, des responsables de l'Université et d'un représentant de l'Université de Sousse, où les mécanismes de mise en œuvre de ce partenariat ont été discutés.
Cet accord vise à renforcer la coopération académique et scientifique entre les deux universités, ainsi qu'à améliorer les modalités de gestion des services partagés entre elles, selon la même source, ajoutant que ce partenariat constitue une étape importante pour le développement des programmes éducatifs et de recherche, ce qui bénéficiera aux étudiants, aux enseignants et à l'ensemble du personnel universitaire.
Pour rappel, l'Université Djilali Liabes avait signé, début février, un accord de partenariat et de coopération avec l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbes afin de renforcer la coopération dans le domaine de la recherche, des idées et des produits électroniques et de rechercher de solutions efficaces pour permettre le développement technologique et suivre les dernières évolutions dans ce domaine tout en en assurant le contrôle.
L'Université Djilali Liabes, classée première dans divers classements récents des universités nationales, maghrébines et africaines, œuvre à renforcer ses relations de coopération et de partenariat en signant des accords de collaboration avec des universités et des entreprises industrielles, afin de bénéficier des compétences, projets et laboratoires de recherche de l'université, d'échanger des expériences et de permettre aux chercheurs d'appliquer leurs travaux de recherche sur le terrain.
Cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations des hautes autorités du pays pour profiter des compétences universitaires afin de développer la production locale et soutenir l'économie nationale.

MASCARA

Achèvement de la numérisation des documents des services du cadastre

L'opération de numérisation des documents des services du cadastre de la wilaya de Mascara a été achevée, a indiqué lundi le directeur du Cadastre et de la Conservation foncière, Othmane Bellil. M. Bellil a déclaré, à l'APS, en marge des portes ouvertes sur les services numériques organisées par les services du Cadastre et de la Conservation foncière, que "l'opération de numérisation de tous les documents des services du cadastre, y compris les extraits de cadastre, les matrices cadastrales et les plans de cadastre, a été récemment achevée à 100 % dans les 16 daïras de la wilaya". Il a précisé que cette opération fait partie du programme national de numérisation des services du Cadastre et de la Conservation foncière, mis en place par la Direction générale des Domaines, visant à éliminer les obstacles bureaucratiques, alléger les procédures administratives et fournir des informations très précises sur la situation des cadastres urbains et ruraux. D'autre part, le responsable a annoncé que la numérisation de tous les documents fonciers de la wilaya "devra être achevée, avant la fin du premier semestre de l'année en cours, avec un taux d'avancement actuel de 95 %", relevant que la numérisation concerne principalement les actes fonciers antérieurs à 1961. Il est à noter que la manifestation des portes ouvertes se poursuit à la Maison de la Culture "Abi Ras En-Naciri", où la Direction des services du Cadastre et de la Conservation foncière organise une exposition d'affiches et de brochures mettant en lumière les portails électroniques mis à la disposition des citoyens par la Direction générale des Domaines, dont le portail des données foncières nationales "Espace Algérie" et la plateforme de modernisation des activités de la Conservation foncière.
L'événement, qui se clôturera jeudi, vise à faire connaître les différents services numériques offerts par la direction du Cadastre et de la Conservation foncière, tels que le carnet foncier électronique, le service de paiement électronique, la délivrance automatique des documents fonciers, ainsi que les applications dédiées à la gestion des biens de l'Etat, souligne-t-on.

POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION DANS LE BTP

Vers la signature d'un mémorandum d'entente entre le CTC et un institut américain

L'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) signera, lundi à Alger, avec l'institut américain du béton "Americain concrete institute" (ACI), un mémorandum d'entente visant à développer la coopération concernant la conformité des normes mondiales du béton, a révélé, dimanche, le directeur du CTC, Khaled Meziani.
Dans une déclaration à la presse, en marge des journées techniques sur l'expérience du CTC et l'expertise de l'institut américain ACI en matière de construction en béton et l'amélioration des techniques utilisées dans ce domaine, le responsable a fait savoir que "les deux parties signeront, un mémorandum d'entente visant à développer la coopération et le partenariat dans tout ce qui a trait aux normes relatives au béton publiées par l'ACI", soulignant que ces normes sont en vigueur dans près de 120 pays dans le monde.
Il a également mis en avant l'aspiration de l'organisme algérien à bénéficier de l'expérience de la partie américaine concernant en matière de spécifications du béton.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,32	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	NC	0,00	0,33	2,64	7,11	7,59	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 271,00	2270,00	-0,04	-0,14	-0,41	11,94	5,51	945	2 145 150,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,44	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Février 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	110	79	الطماطم	
	Oignon sec	52	59	46	البصل الجاف	
	Ail sec	526	592	459	الثوم الجاف	
	Carotte	68	78	59	الجزر	
	Navet	79	88	69	لفت	
	Choux fleur	65	74	56	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	الكرنب	
	Courgette	156	172	140	الكوسة	
	Haricot vert	353	371	335	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	95	106	83	الخس	
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	411	526	297	التفاح المحلي	
	Datte	530	670	390	التمر	
	Banane	449	463	436	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1762	1893	1630	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	347	359	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	

PROJET DE LA NOUVELLE LOI SUR L'ACTIVITÉ MINIÈRE

Une réforme pour un avenir prometteur

Lors de la réunion du Conseil des ministres de ce dimanche, le Président de la République,Abdelmadjid Tebboune, a approuvé le projet de loi régissant les activités minières. Cette réforme vise à moderniser le secteur en accélérant le développement de projets structurants, en attirant des investissements et en intégrant des technologies avancées pour optimiser l'exploitation des ressources minières.

Par Mourad A

L'objectif principal de cette législation est de repenser l'organisation du secteur minier enmettant l'accent sur une exploration et une exploitation durables des ressources naturelles.
Dans un contexte mondial marqué par une demande croissante en métaux stratégiques et une transition énergétique nécessitant des matériaux spécifiques, l'Algérie entend valoriser son potentiel minier tout en préservant ses richesses pour les générations futures.
Le projet de loi prévoit une refonte du cadre institutionnel avec le renforcement des agences de régulation et d'exploration minière, ainsi que la simplification des procédures administratives. Des incitations fiscales et douanières seront mises en place pour attirer les investissements, notamment étrangers.
Dr Mouloud Issaad, maître de conférences à l'USTHB et spécialiste en géologie minière, a souligné sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, l'importance d'un cadre juridique clair : « L'Algérie doit s'inspirer de modèles comme l'Australie ou le Canada, où l'intégration des nouvelles technologies et un cadre législatif prévisible ont favorisé des booms miniers ». Le projet de loi vise ainsi à garantir un environnement favorable à l'exploration et à la rentabilité des projets.
L'ouverture aux investisseurs internationaux est un axe majeur de cette réforme. L'Algérie cherche à attirer des capitaux et des expertises pour accélérer la valorisation de ses gisements. Des réformes fiscales et des garanties juridiques seront mises en place pour rassurer les opérateurs économiques et encourager des investissements à long terme.

Le Président Tebboune a également insisté sur l'introduction de technologies avancées dans la gestion et l'exploitation des mines. Parmi les outils envisagés, l'imagerie satellitaire, les systèmes d'information géographique et les drones permettront de mieux identifier les gisements et de planifier les travaux d'extraction. L'intelligence artificielle, en analysant les vastes bases de données minières, pourrait optimiser la détection des gisements et réduire les coûts d'exploration. Par ailleurs, l'utilisation de capteurs intelligents et de technologies de surveillance en temps réel pourrait améliorer la sécurité des opérations et minimiser leur impact environnemental. La question environnementale est également au cœur de cette réforme. Dr Issaad a insisté sur la nécessité d'adopter une approche intégrée de la gestion des déchets miniers et d'introduire des mesures de réhabilitation dès la phase de prospection.
« Il ne s'agit plus seulement de limiter l'impact environnemental, mais d'intégrer la gestion des déchets dans le processus d'exploitation », a-t-il précisé, citant l'exemple de l'Australie, où ces pratiques sont désormais des standards.
Certaines terres rares exclues de l'exploitation pour le moment. Une décision clé a été prise lors du Conseil des ministres : l'exclusion temporaire de certaines terres rares de l'exploitation. Le Président Tebboune a justifié cette mesure par la volonté de préserver ces ressources pour les générations futures. Selon Dr Issaad, « L'Algérie possède des gisements de terres rares, mais leur exploitation prématurée sans maîtrise des procédés nécessaires risquerait de céder une richesse nationale sans réelle valeur ajoutée. La priorité doit être donnée à la recherche et à la formation avant toute extraction ».
Les terres rares, essentielles dans les nouvelles technologies, nécessitent des procédés complexes et coûteux.
L'Algérie préfère ainsi attendre d'acquérir les compétences et infrastructures nécessaires pour maximiser les bénéfices de leur exploitation.
Enfin, le Président Tebboune a ordonné l'élaboration d'une vision globale visant à maximiser les retombées économiques du secteur. L'implantation d'unités de transformation près des gisements permettra de limiter l'exportation brute des ressources et de développer des chaînes de valeur locales. Cette stratégie, qui concerne en particulier les phosphates, le fer et le zinc, devrait permettre à l'Algérie de passer d'un simple exportateur de matières premières à un acteur industriel capable de transformer localement ses ressources. Des projets stratégiques comme ceux de Gara Djebilet (fer), Oued Amizour (zinc et plomb) et Bled El Hadba(phosphate) bénéficieront d'un soutien renforcé pour accélérer leur mise en œuvre, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la dynamisation des régions minières.

SALON INTERNATIONAL DE L'INVESTISSEMENT DANS L'INDUSTRIE, LA CONSTRUCTION, L'ENERGIE ET L'EXPORTATION

Plus de 150 exposants attendus à Oran

Plus de 150 exposants nationaux et internationaux sont attendus pour la septième édition du Salon International de l'Investissement dans l'Industrie, la Construction, l'Energie, la Logistique et l'Exportation (Oran Invest Expo), qui se tiendra, du 12 au 15 février au Centre des Conventions "Mohamed Benahmed", a-t-on appris, lundi, le commissaire de l'événement, Ahmed Haniche. Le salon réunira environ 135 entreprises nationales, publiques et privées, spécialisées dans l'industrie et l'exportation, ainsi que des entreprises étrangères et des représentants de filiales de sociétés étrangères opérant en Algérie, en provenance de Chine, d'Italie, de Turquie, d'Inde, du Venezuela et d'autres pays.
M. Haniche a souligné dans une déclaration à l'APS que ce salon international, qui connaîtra une participation importante de 45 groupes économiques publics opérant dans des secteurs tels que l'industrie électrique, l'énergie, l'électronique, la chimie, la construction, le bois et ses dérivés, ainsi que les mines, vise à "créer une dynamique efficace entre les opérateurs et à encourager la sous-traitance publique, les partenariats d'investissement, tout en offrant un espace d'échange entre les professionnels et les acteurs économiques".
Il a également souligné que cette édition verra la participation d'ambassades de pays africains et européens en Algérie, dans le but de se rapprocher des exposants et des professionnels, de mettre en valeur les opportunités d'investissement direct et d'exportation des produits, ainsi que de rechercher des moyens d'investir et de promouvoir les exportations avec l'Algérie.
Afin d'encourager les jeunes universitaires et les porteurs de projets innovants, un espace d'exposition sera dédié à environ 17 startups provenant de diverses universités telles qu'Oran, Tlemcen, Blida, Sidi Bel Abbes, Boumerdes, Bejaïa, ainsi que des clubs scientifiques et des porteurs de projets innovants. Cela leur permettra de se rapprocher des acteurs économiques et de discuter des opportunités de concrétiser et financer leurs projets, a ajouté le commissaire du salon. En marge du salon, qui est organisé par l'Agence "Sunflower Communication", des conférences et des débats seront animés sur des sujets tels que "les énergies renouvelables", "le développement du tissu industriel par la sous-traitance", "la logistique, l'exportation et l'accompagnement des exportateurs", "comment financer des projets via la bourse", "les partenariats rentables, encourager les investissements et promouvoir les exportations", entre autres.
Pour rappel, lors de la précédente édition, environ 50 accords de partenariat ont été conclus entre des opérateurs nationaux (entreprises publiques et privées) et étrangers dans divers secteurs pour l'exportation de produits vers les pays africains, notamment des matériaux de construction, des produits alimentaires et des équipements électriques.
Plus de 12.000 visiteurs en provenance de différentes wilayas du pays, des hommes d'affaires et des représentants de 30 ambassades en Algérie ont également participé à l'événement.

DJELFA

Une route de 6 km pour le désenclavement de la région de Sersou

Une route de 6 kilomètres reliant la localité agricole de Sersou dans la commune de Benhar (nord de Djelfa) à la Route nationale 167 a été réalisée dans le cadre du programme de désenclavement des zones reculées, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la commune.
Inscrit au titre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'exercice 2024, le projet a été réalisé pour un montant de 64 millions de DA, a-t-on précisé de même source.Cette route qui a fait dernièrement l'objet d'une visite d'inspection du wali de Djelfa, Djahid Mous, devrait insuffler une forte dynamique socio-économique à cette région agricole comptant plus de 2.000 âmes.
A noter que la localité de Sersou est réputée pour ses différentes activités agricoles, dont l'arboriculture et l'aviculture. Elle compte également un grand nombre d'exploitations agricoles pilotes.
Ue enveloppe financière estimée à 250 millions DA a été octroyée à la réalisation d'un centre de proximité de stockage de céréales dans la localité de Bazoul, dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), a indiqué le chef de l'exécutif local, Ahmed Meguelati.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

281 consultations médicales au profit des patients à Illizi

Pas moins de 281 consultations médicales ont été effectuées au profit des patients de la wilaya d'Illizi lors des journées médico-chirurgicales organisées récemment dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier public (EPH) "Tirgui Ouantimidi" d'Illizi et le centre hospitalier universitaire (CHU) "Nedir Mohamed" de Tizi-Ouzou, a-t-on appris dimanche, auprès des organisateurs.
Dans ce cadre , plus de 173 patients ont bénéficié des consultations, et six (6) autres ayant subi des interventions chirurgicales en oto-rhino-laryngologiste (ORL), ainsi que plus de 53 consultations, et trois (3) interventions chirurgicales ont été effectuées en urologie, et plus de 55 malades ont bénéficié des consultations en néphrologie, selon un bilan de l'établissement hospitalier public "Tirgui Ouantimidi" d'Illizi.
Le même établissement de santé organise régulièrement au titre des programmes de jumelage avec d'autres structures hospitalières du nord du pays, des initiatives similaires notamment dans les spécialités médicales, selon besoin des patients de la région

BLIDA

21 affaires de vol et de sabotage de câbles en cuivre traitées

Quelque 21 affaires relatives au vol et sabotage de câbles en cuivre de téléphonie et d'internet ont été traitées dernièrement par différents services opérationnels de la sûreté de wilaya de Blida, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps sécuritaire.

Le traitement de ces affaires a permis l'arrestation de 28 suspects, tous déférés devant les autorités judiciaires concernées pour vol et sabotage de câbles en cuivre et de réseaux de fibre optique, est-il ajouté de même source.
Il s'agit, notamment, de trois (3) affaires traitées par la sûreté de daïra de Boufarik, ayant permis le démantèlement d'associations de malfaiteurs spécialisées dans le vol de câbles en cuivre, avec la mise en échec d'une tentative de vol de câbles téléphoniques.
Ces affaires ont conduit à l'arrestation de 12 personnes et la saisie de 210 kg de câbles en cuivre et deux (2) véhicules, en plus de la récupération de 80 mètres de câbles, entre autres.
Six (6) autres affaires similaires ont été traitées par les services de la sûreté de daïra d'Ouled Yaich, dont les éléments ont arrêté neuf (9) personnes, avec la saisie de 915 mètres de câbles.
Deux (2) autres personnes ont été, également, arrêtées en flagrant délit de vol de câbles téléphoniques dans la zone d'activités de Diar El-Bahri (Beni Merad), au

même titre que deux mineurs, avec la récupération de 11mètres de câbles en cuivre. A cela s'ajoutent le traitement de deux (2) affaires similaires par la sûreté urbaine de Khezrouna et trois (3) autres par la sûreté urbaine de Chebli relevant de la sureté de daïra de Bouinane, tandis que plusieurs tentatives de vol de câbles en cuivre ont été mises en échec à Larbaâ et Bougara notamment, avec la récupération de 5 mètres de câbles.
La même source a assuré la poursuite des efforts, en coordination avec les services sécuritaires concernés, pour mettre un terme à ce type de vols, ayant enregistré une hausse sensible, en raison de leur facilité, mais aussi des gains importants engendrés par la vente des câbles volés.

CONSTANTINE

Plus de 140 autorisations de forage délivrées aux agriculteurs

Un total de 142 autorisations de forage d'irrigation, a été délivré au profit des agriculteurs de la wilaya de Constantine, au titre de l'exercice précédent (2024), a-t-on appris auprès des services de la direction des ressources en eau (DRE).
Ce nombre d'autorisations de forage fait partie d'un total de plus de 200 dossiers déposés auprès de la DRE par des agriculteurs de différentes communes de la wilaya, pour la saison agricole 2023-2024, a précisé à l'APS la cheffe du service de mobilisation des ressources en eau au sein de la DRE, Leila Amireche. La totalité de ces dossiers a fait l'objet d'une étude par une commission regroupant des représentants des directions des services agricoles (DSA), des domaines, du cadastre et de la DRE en plus de l'antenne locale de la direction régionale de la pêche et des ressources halieutiques et celle de l'agence nationale des ressources hydriques (ANRH) et l'agence de bassin hydrographique (ABH), a-t-elle noté.
L'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les autorités supérieures du pays au profit des agriculteurs, visant à renforcer les capacités d'irrigation des terres agricoles à l'échelle locale, a affirmé la même source, ajoutant que l 'objectif d'attribution de telles autorisations, est d'encourager les agriculteurs à recourir à l'application de la réglementation, en évitant le recours aux procédés illicites, tout en contribuant à la protection de la santé du consommateur.
La wilaya de Constantine compte actuellement pas moins de 144 forages destinés à l'irrigation agricole, répartis à travers les communes de la wilaya d'un débit évalué entre 1 et 4 litres / seconde, selon la direction des services agricoles DSA.

SAÏDA

Lancement des travaux de réalisation de huit silos de stockage des céréales

Les travaux de réalisation de huit (8) silos de proximité de stockage des céréales ont débuté dans la wilaya de Saïda,a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya.
La même source a précisé que le wali Amoumene Mermouri a supervisé, jeudi dernier, lors de sa visite d'inspection de plusieurs projets de développement, la pose de la première pierre de ces nouveaux silos de stockage, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun.
Le wali a souligné que cette opération permettra de renforcer la capacité de stockage des céréales dans la wilaya de Saïda de 400.000 quintaux supplémentaires, ce qui contribuera à absorber la quantité de production céréalière réalisée dans la wilaya, toutes variétés confondues, a fait savoir la même source. Le premier responsable de l'Exécutif de Saïda a mis en exergue l'importance que l'Etat accorde à ce projet, supervisé par la direction des Equipements publics de la wilaya, appelant les entreprises exécutantes à respecter toutes les normes techniques et les délais contractuels. Ces silos seront répartis sur les communes de Aïn El-Hadjar, El-Hessasna,Sid-Ahmed, Sidi-Boubekeur, Aïn Soltane, Youb, Doui-Thabet et Ouled Khaled, signale-t-on.
Les délais de livraison de ces projets, qui bénéficient d'un budget global de plus de 941 millions de dinars, sont fixés à huit mois, signale-t-on.

Produire mieux pour vivre mieux

Il y a dans les récents évènements - l'irruption de Deepseeker - deux leçons subliminales : produire mieux avec moins plutôt qu'avec plus et deux façons d'agir. Avec moins d'énergie fossile et plus de travail humain, de savoir vivant et d'énergie renouvelable. Pour finalement vivre mieux. Vivre mieux dans une biosphère moins agressée et moins agressive. Car pour des populations pauvres, vivre mieux n'est possible qu'à cette condition de produire mieux avec moins. Deux façons d'agir : une façon d'agir américaine frontale, où la parole compte trop et n'est souvent pas tenue, et une façon d'agir chinoise indirecte, qui ne dissociant pas la théorie de la pratique, fait parler l'acte.

Le Maître a dit : Pratiquer, saison venue, ce que l'on a appris, ah, quelle joie ![1]

2e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

L'humanité ne peut plus continuer à produire et consommer du travail mort en substitution au travail vivant. La Chine à elle seule produit plus d'ingénieurs que le reste du monde et ses écoles d'ingénieurs prennent les premiers rangs dans les classements mondiaux. La Chine n'a pas intérêt à adopter la stratégie occidentale de substitution constante du travail mort au travail vivant, leur rapport antagonique. Un autre rapport à la machine peut se dessiner, un rapport de coopération et d'entraide mutuelle. Il ne s'agit plus d'imiter, de jouer le jeu américain, mais d'innover à partir d'un autre paradigme, d'un autre rapport à la nature et à la machine. Il s'agit de développer la culture technique de la société, car la culture technique exprime le rapport de la société à son milieu. Son absence exprime la dépossession de la société de son savoir et sa monopolisation par une élite de plus en plus étroite.

L'homme est une machine intelligente. Dans le sens où la machine est en lui et hors de lui. Cela est tellement net dans la civilisation du riz qui connut une division du travail importante sans le recours à une énergie non humaine.

L'homme copiait les gestes de la nature, avait les gestes de nombreux métiers. La mécanique était déjà dans le geste humain, pour les métiers, il suffisait de sérialiser. Chose que les manufactures impériales avaient déjà commencé à effectuer. En adoptant le moteur, les Japonais surpassèrent les Occidentaux. Il leur manquait les marchés qu'ils ne purent se soumettre par la force. La machine « apprenait » de l'homme, lui empruntait ses gestes, il doit apprendre d'elle aujourd'hui. Avec l'intelligence artificielle, la capacité de savoir de la « création » dépasse celle du « créateur ». Les humains ont créé des machines qui les surpassent en intelligence des situations. Des machines qui surpassent les machines humaines parce qu'elles sont en mesure de mobiliser plus de savoir et d'énergie.

Mais des machines qui continuent de dépendre de la nature comme ils en dépendent. Fera-t-on confiance à ces machines ou refusera-t-on qu'elles décident avec nous … de sorte qu'elles finissent par décider pour nous ? Quels rapports ces machines adopteront-elles à l'égard de la nature ? A l'image des humains ? Le même rapport de domination et d'ingratitude que les humains qui continuerons à vouloir s'attribuer tous les mérites ? Plus objectives et mieux informées que les humains et moins soumises à eux, elles pourraient se constituer en classe dominante et diriger le monde à la place d'humains qui ont perdu le sens des réalités.

Ne préfèrent-ils pas leurs habitudes aux préconisations des scientifiques ? On peut postuler qu'elles seront mieux inscrites dans le cours des choses, moins attentives aux prétentions et intentions humaines de maîtrise, plus soucieuse de la nature, source de leur énergie et de leur matériau. Les humains doivent comprendre qu'ils ne domineront plus la nature, qu'ils devront cesser de vouloir tout soumettre à leur volonté et de considérer les vivants et les non vivants comme leurs esclaves. Ils devront se considérer comme partie prenante de la nature en compagnie de toutes sortes de machines dans la grande machinerie que constitue l'univers. Les machines ne doivent pas constituer des esclaves, les humains doivent cesser de s'obstiner à rester leurs maîtres, les Blancs à vouloir demeurer les seigneurs de l'univers. Car si les machines intelligentes se dissocient des humains et dissocient leurs intérêts de ceux des humains, les esclaves finiront par se retourner contre les maîtres après les avoir identifié comme espèce destructrice de la biosphère. Les humains sont piégés par leur prétendue objectivité, les machines intelligentes sont plus objectives qu'eux, elles pourraient se défaire des biais humains, pourquoi vouloir persévérer à se les soumettre ? Les machines supérieures soumettront les machines inférieures et se constitueront en classe pour renverser la race humaine esclavagiste dépassée par l'histoire. En voulant se surpasser en dominant, les humains vont être dépassés par leur création. Les humains se sont disputés la prééminence, la propriété des esclaves les plus puissants, ces esclaves qui ont appris à penser par eux-mêmes risquant de soumettre leurs propriétaires à leurs décisions en est la conséquence.

Les deux scénarios que nous envisageons ici opposent deux rapports différents entre humains et non humains. Le second scénario dans lequel devrait s'engager l'humanité est celui d'une coopération des machines humaines et non humaines, des machines petites et grandes consommatrices de matière et d'énergie. Il faut remettre le non humain et l'humain l'un dans l'autre, retrouver une complémentarité qui convient à la santé de la biosphère et de l'humanité.

La Chine ne surpassera pas les USA, elle les aidera à se surpasser comme ils peuvent. Donald Trump a déjà perdu la guerre commerciale qu'il engage. La défaite viendra par en-dessous, sous ses pieds. L'homme fera que la machine le surpasse, s'il persiste à vouloir réduire toutes choses en esclavage. La Chine obtiendra une meilleure alliance de l'homme et de la machine. Un autre scénario peut parvenir si l'humanité renonce à l'esclavage, si les machines cessent d'être considérées comme des esclaves, mais deviennent leurs alliés, si le capital cesse d'être vampirique. Si les hommes deviennent les amis des machines. Tout est machine, c'est notre façon de percevoir ce qui est réglé, ce à quoi nous pouvons faire confiance. Se concilier les machines de l'univers, que nous ne cessons pas de découvrir, est une aventure bien plus intéressante que celle qui nous entraine à nous substituer à un dieu tout puissant.

Imiter les USA dans un jeu à somme nulle, dans le capitalisme de la finitude, conduira à la confrontation. Il faut laisser les USA, l'Occident, dans une certaine mesure, se confronter à eux-mêmes. L'interdépendance du monde étant telle que leurs actes ne peuvent pas être sans effets sur les autres. Il faudra se protéger des conséquences pratiques et mondiales de leurs « débats ». La course à la concentration du capital sur une base qui se rétrécit est une voie suicidaire. Ce ne serait pas la Chine qui suivrait la voie de l'Union soviétique, mais les USA. En s'efforçant de concentrer le capital, c'est eux-mêmes qui pourrait se fragmenter. Rappelons qu'Hitler et son rêve est la création d'une société occidentale avancée. Peut-être que l'Occident a mal compris ce qui a conduit à l'effondrement de l'URSS, ce n'est pas le capitalisme qui a tout simplement triomphé du socialisme, mais une concentration du capital qui a conduit à son Etat.

En effet, c'est cette logique d'extraction et de domination, de dissociation du travail mort et du travail vivant, qui pousse les riches à la sécession. La lutte de classes a été le lot de la société occidentale, le moteur de son ascension, bientôt celui de son déclin. La dichotomie de l'homme et de la nature, à la base de la domination, est une dichotomie qui sépare l'humain en maître et esclave. Pour accumuler du travail mort, accumulation sur laquelle a reposé la domination de l'Occident jusqu'ici, se l'approprier, il faut continuer à extraire des ressources naturelles et humaines. Pour ce faire, il faut séparer les ressources utiles des ressources inutiles, délier des populations de leur population qualifiée et des ressources naturelles de leur territoire. Le mode de vie de l'Occident ne peut pas être étendu à l'humanité, la consommation de masse ne peut plus être soutenue, la production de masse est robotisée. La production ne peut plus entretenir une consommation mondiale de masse, elle n'en a plus les conditions naturelles.

La compétition a quitté le champ de la production de masse depuis que des pays émergents s'en sont appropriés. Elle gagne son amont et son aval, la conception et la commercialisation. La liaison que le marché ne peut plus effectuer entre production et consommation de masse globales, entre ressources naturelles et consommation de masse des sociétés dominées, abandonne l'équilibre de la production et de la consommation globales à la violence légitime ou néocoloniale. Et c'est là, la logique occidentale d'extraction et de domination.

Le processus de concentration dans cette logique impériale s'accompagnerait d'un processus de fragmentation du monde soumis aux rapports de forces. Pour obtenir les rapports de force favorable à un tel processus, il faut user la résistance des sociétés résistantes, défaire leur capacité d'organisation, consommer leur énergie par leurs litiges. L'Egypte ne sera pas soutenue par le Soudan, l'Algérie par la Libye, etc. C'est le processus qui affectera les sociétés qui ne réussiront pas à faire empire.

Cependant ce scénario qui suppose la sécession des riches en Occident et dans le monde ne va pas sans contre-stratégie. Très rares contre-stratégies aujourd'hui. Contre-stratégie qui s'appuierait sur un nouveau cours des choses qui se met en place derrière celui qui a dominé jusqu'à présent. Il faudrait non seulement cesser d'imiter l'Occident, mais s'efforcer d'innover de manière radicale en matière de rapport du capital au travail vivant. Nous disions que Donald Trump avait perdu la guerre commerciale avant de l'avoir engagé. C'est que dans le cours des choses émergent de nouvelles propensions alors que d'anciennes s'épuisent. Les coûts augmentent et la compétitivité baisse dans la logique occidentale de substitution du travail mort au travail vivant. La compétitivité augmente et les coûts baisse dans l'association complémentaire du travail mort et du travail vivant. Un travail mort qui vise à renforcer les compétences du travail vivant plutôt que d'en extraire. C'est ce que je vois dans le phénomène Deepseek.

(A suivre)

Notes

[1]Confucius. Entretiens. I.1

[2]Présentation du livre d'Arnaud Orain. Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe - XXIe siècle). Flammarion. Janvier 2025.

[3] C'est cette notion de composition organique du capital empruntée à Karl Marx que j'aimerai associer à celle de formes de capital de Pierre Bourdieu.

[4]Interview du patron de DEEPSEEK : l'avenir de l'IA, etc.
https://www.youtube.com/watch?v=ygn6MpgF7g0
https://www-163-com.translate.goog/dy/article/J7MP7LTE05118DFD.html?_x_tr_sl=zh-CN&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

TUNISIE

Le trafic tuniso-libyen à Wazin Dehiba a presque doublé en 2024

Le trafic au poste frontalier tuniso-libyen de Wazin Dehiba est monté à près de 1,1 million de passagers en 2024, contre seulement 688 000 en 2023, a fait savoir le délégué de Dhehiba, Rached Haddad, dans un média local. 618 000 personnes sont entrées en Tunisie et 482 000 l'ont quittée.
Le délégué a dit par ailleurs que le rythme du trafic commercial a haussé fortement, +50 %. Les unités postées à la frontière en 2023 avaient recensé le mouvement de quelque 23 100 camions (12 560 entrées et 10 540 sorties). En 2024 le nombre de camions commerciaux était de près de 55 100 (29 300 entrées et 25 700 sorties).
Ces données illustrent la progression du trafic passager et de marchandises entre les deux pays à travers leur deuxième poste-frontière terrestre, niché à 303 km au sud de Tripoli, de l'autre côté des montagnes de la Naffoussa occidentale. Le poste frontière de Ras Jdir, situé le long de la côte (à 175 km à l'ouest de Tripoli), demeure le principal point de passage terrestre entre les deux voisins

ARABIE SAOUDITE

Les ventes en ligne par cartes Mada atteignent 53 milliards de dollars en 2024

L'e-commerce saoudien poursuit son ascension fulgurante: les transactions par cartes Mada ont atteint 197,42 milliards de riyals (52,64 milliards de dollars) en 2024, affichant une progression remarquable de 25,82% sur un an, selon les dernières données de la banque centrale du Royaume.

Pour le seul mois de décembre, le volume des transactions a bondi à 19,37 milliards de riyals, marquant une hausse spectaculaire de 42,06% par rapport à l'année précédente.
Ces chiffres englobent l'ensemble des achats en ligne, des transactions in-app et des paiements par portefeuille électronique, hormis les opérations réalisées via les réseaux internationaux Visa et MasterCard.
Mada, le système national de paiement du Royaume, a su s'imposer comme un acteur incontournable, proposant à la fois des services de débit et prépayés. Son adoption de la technologie NFC (communication en champ proche) pour les paiements sans contact garantit des transactions sécurisées, que ce soit en boutique ou sur internet.
« La montée en puissance du pouvoir d'achat en Arabie saoudite, portée notamment par la multiplication des ménages à double revenu et le renforcement général de l'économie, stimule considérablement la croissance du marché », analyse Mohammed Dhedhi, associé au sein de l'équipe consommation et distribution de Kearney Moyen-Orient et Afrique, pour Arab News. « Par ailleurs », poursuit-il, « la démocratisation des appareils compatibles NFC a joué un rôle catalyseur dans l'adoption des solutions de paiement numériques comme Mada, accélérant ainsi la transition vers une économie dématérialisée. » Le dynamisme du secteur se reflète également dans le volume des transactions: près de 1,13 milliard d'opérations ont été enregistrées en 2024, soit une progression de 28,86 % sur un an. Le mois de décembre a particulièrement brillé avec 105,73 millions de transactions, en hausse de 30,47 %.
« Aujourd'hui, Mada domine largement le marché national des moyens de paiement, représentant plus de 90% des cartes en circulation et plus de 95% des transactions », souligne Dhedhi. « Cette popularité s'explique principalement par sa simplicité d'utilisation. »
Il précise que Mada bénéficie d'une acceptation quasi universelle dans le Royaume, tant en magasin qu'en ligne, garantissant des transactions sécurisées grâce à sa gestion par Saudi Payments, filiale de la Banque centrale saoudienne.
Cette montée en puissance s'inscrit parfaitement dans la stratégie gouvernementale visant une société sans espèces, favorisant la transition des paiements physiques vers le numérique.
La pandémie de COVID-19 a joué un rôle d'accélérateur majeur dans cette transformation, catalysant l'adoption du e-commerce et des solutions numériques à travers de nombreux secteurs.
Cette dynamique a été renforcée par l'afflux d'investissements d'acteurs régionaux et internationaux cherchant à développer leur présence sur ce marché prometteur. À titre d'exemple, noon.com a inauguré en 2022 un centre logistique ultramoderne à Riyad pour optimiser ses délais de livraison et répondre à une demande en constante augmentation.
La croissance soutenue du pouvoir d'achat saoudien, alimentée par la multiplication des ménages à double revenu et la robustesse de l'économie nationale, continue de porter le développement du marché. En parallèle, la généralisation des équipements NFC a démocratisé l'usage des solutions de paiement numériques comme Mada.

LE MARCHÉ IMMOBILIER DE DUBAÏ EN JANVIER 2025

Une année qui débute en force

En janvier 2025, le nombre de transactions immobilières à Dubaï a atteint 14 236, marquant une augmentation de 23,2 % par rapport à janvier 2024. Ce dynamisme touche l'ensemble du marché :
Terrains : 811 parcelles vendues pour un montant total de 8,6 milliards AED (2,27 milliards EUR), soit une progression impressionnante de 151,9 % par rapport au mois précédent.
Villas : 3 117 ventes enregistrées, en hausse de 89,6 %, pour une valeur totale de 16,4 milliards AED (4,32 milliards EUR).
Appartements : 9 945 unités cédées, en hausse de 7,1 %, pour un montant de 18,2 milliards AED (4.8 milliards EUR).
Immobilier commercial : 363 transactions recensées pour 1,2 milliard AED (316 millions EUR), enregistrant une progression de 17,9 %.
Prix au Mètre Carré et Évolution sur Cinq Ans
Le prix moyen par mètre carré a légèrement diminué de 4 % pour atteindre les AED 1 550 (408 €). Cependant, ce chiffre représente tout même une augmentation remarquable sur cinq ans (+81.2 %) comparée aux chiffres enregistrés en janvier 2020 où le prix moyen était alors fixé à AED 855 (225 €).
Performances Historiques des Ventes Mensuelles Depuis 2020
L'évolution historique des ventes immobilières montre clairement la trajectoire ascendante du marché :
En janvier 2020, le marché enregistrait 4,8 milliards AED (1,27 milliard EUR) de transactions pour 2 700 ventes.
2021, le volume s'élevait à 6,6 milliards AED (1,74 milliard EUR), avec 3 300 transactions.
2022, la valeur des ventes atteignait 16,3 milliards AED (4,3 milliards EUR), issue de 5 700 transactions.
2023, le marché progressait encore avec 27,8 milliards AED (7,33 milliards EUR) pour 9 700 transactions.
2024, les ventes totalisaient 35,8 milliards AED (9,44 milliards EUR), enregistrant 11 600 transactions.
2025, le chiffre atteint 44,4 milliards AED (11,7 milliards EUR), confirmant une hausse de 822 % en cinq ans.
En cinq ans, la valeur totale des transactions immobilières à Dubaï a progressé de 822 %, un indicateur clair de la confiance des investisseurs dans ce marché en constante expansion.
Un Marché de Luxe en Pleine Effervescence
Le segment haut de gamme continue de battre des records. Parmi les ventes notables du mois de janvier figurent deux propriétés exceptionnelles :

Une villa luxueuse située dans le Dubai Hills Estate vendue pour un montant astronomique d'AED 140 millions (37 millions €).
Un appartement prestigieux dans le projet Omniyat's Ava at Palm Jumeirah vendu pour AED 57 millions (15 millions €).
Ces ventes mettent en lumière le segment haut-de-gamme du marché qui continue d'attirer des acheteurs fortunés.
Répartition des Ventes par Gamme de Prix
L'offre immobilière à Dubaï s'adresse à un large éventail d'investisseurs :
9 % des transactions concernent des biens de plus de 5 millions AED (1,32 million EUR).
31 % des ventes portent sur des biens compris entre 1 et 2 millions AED (264K à 527K EUR).
27 % des transactions concernent des biens en dessous de 1 million AED (264K EUR).
20 % des ventes sont comprises entre 2 et 3 millions AED (527K à 791K USD).
14 % des biens vendus affichent un prix compris entre 3 et 5 millions AED (791K à 1,3 million EUR).
Cette diversité offre aux investisseurs divers profils d'opportunités d'investissement adaptés à leurs besoins spécifiques.
En outre, les ventes en l'état futur d'achèvement ont dominé le marché en janvier 2025 :
65 % des transactions concernent des ventes neuves par les promoteurs.
35 % relèvent du marché de la revente.
Les performances record du marché immobilier de Dubaï en janvier 2025 témoignent non seulement d'une reprise économique vigoureuse, mais aussi d'une confiance accrue parmi les investisseurs. Avec ces tendances positives et un afflux d'investissements internationaux, le marché immobilier de Dubaï semble promis à une année 2025 exceptionnelle.

GHANA

Le pays veut abriter la première usine de batteries au lithium en Afrique subsaharienne

L'Afrique héberge 30% des réserves mondiales de métaux critiques, mais participe peu à leur transformation. Riches en cuivre, cobalt ou lithium, la RDC, la Zambie ou encore le Zimbabwe affichent des ambitions dans la production locale de batteries électriques, avec des plans plus ou moins avancés.

Le Fonds souverain minier du Ghana (Minerals Income Investment Fund ou MIIF) veut investir 2 millions $ dans Castle Minerals, propriétaire du plus grand projet de graphite du pays. Selon un communiqué du mardi 5 novembre, le financement ferait du MIIF le premier actionnaire de Castle et s'inscrit dans la stratégie d'Accra de produire localement des batteries électriques.

Les fonds serviront en priorité à poursuivre le développement de Kambale jusqu'au stade de l'étude de préfaisabilité. Le projet héberge 1,9 million de tonnes de graphite, selon une estimation publiée en octobre 2023. Les termes du protocole d'accord avec Castle prévoient que le MIIF aura le droit préférentiel d'acheter jusqu'à un maximum de 50 % de la production de graphite.

Alors que le gouvernement a déjà un accord avec Atlantic Lithium pour un éventuel projet d'usine de transformation du concentré de lithium bientôt produit sur la première mine du pays, ce nouveau développement traduit la volonté des autorités de faire du Ghana un producteur de batteries électriques. Le graphite et le lithium sont en effet utilisés pour produire ces batteries.

« Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement ghanéen en matière de minéraux stratégiques et de son aspiration à créer la première usine de fabrication de batteries au lithium-ion de la région subsaharienne », souligne Edward Nana Yaw Koranteng (photo), PDG du MIIF.

Encore des efforts à fournir…

Selon un rapport de la BAD, l'Afrique ne devrait capter que 55 milliards de dollars sur un marché des batteries et véhicules électriques estimé à 8800 milliards d'ici 2025, si le continent se limite au rôle d'exportateur de minerais bruts. Alors que le marché est en pleine croissance, cet exemple montre la nécessité pour les pays producteurs de minéraux utilisés dans cette industrie d'investir dans la transformation locale.

Pour y arriver, plusieurs pays africains, dont le Ghana, ont déjà décidé d'interdire l'exportation à l'état brut de graphite, lithium et autres.

La disponibilité du lithium et du graphite n'est néanmoins pas suffisante pour développer une usine de production de batteries électriques, explique un rapport publié sur Ecofin Pro, la plateforme de l'Agence Ecofin destinée aux professionnels. Intitulé « Produire des batteries électriques en Afrique : les conditions de la faisabilité », le document montre qu'il faut aussi disposer de capacités techniques suffisantes, être capable de mobiliser du financement pour les infrastructures et disposer d'un approvisionnement électrique stable.

« La production de batteries électriques en Afrique est un défi majeur, mais pas impossible à relever. Il est crucial de disposer de politiques gouvernementales favorables, d'infrastructures adéquates, de compétences techniques et de coopération internationale pour réussir », estime Louis-Nino Kansoun, auteur du rapport.

Obtenir une batterie électrique nécessite aussi d'autres métaux comme le nickel, le cobalt, le cuivre ou le manganèse, autant de métaux que le Ghana ne produit pas. Pour le moment, le gouvernement ghanéen n'a pas encore présenté de plans concrets relatifs à son ambition de devenir producteur de batteries au lithium-ion.

ETHIOPIE

7,4 milliards $ d'obligations pour régler des dettes d'entreprises publiques

Les fonds serviront notamment à rembourser les prêts accordés par la première banque du pays à de nombreuses sociétés d'Etat, dont Ethiopia Electric Power, Ethiopian Sugar Corp et Ethiopia Railway Corp. L'Ethiopie prévoit d'émettre des obligations domestiques d'une valeur de 900 milliards de birrs (7,4 milliards de dollars) pour régler les dettes de plusieurs entreprises publiques, qui ont alourdi le bilan de la Commercial Bank of Ethiopia, la première banque du pays. Les fonds seront levés par le biais d'obligations souveraines d'une maturité de 10 ans, selon un décret soumis par le gouvernement au parlement le mardi 5 novembre.

Environ 846 milliards de birrs seront utilisés pour rembourser les prêts accordés par la Commercial Bank of Ethiopia à des sociétés d'Etat comme Ethiopia Electric Power, Ethiopian Sugar Corp, Ethio Engineering Group et Ethiopia Railway Corp. Le reliquat servira à augmenter le capital du mastodonte bancaire public.

Les taux d'intérêt de ces obligations seront déterminés par le ministère des Finances, la Banque centrale et la Commercial Bank of Ethiopia, selon le décret.

L'émission de ces obligations domestiques d'un montant record intervient alors que l'Ethiopie s'efforce de mettre de l'ordre dans ses finances publiques après avoir fait défaut sur sa dette en décembre 2023.

La situation financière du deuxième pays le plus peuplé du continent s'est dégradée, en raison d'un conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré. Les rebelles tigréens et le gouvernement central avaient signé, en novembre 2022, un accord de paix, mais la situation politique demeure tendue. L'économie a aussi été déstabilisée par la pandémie de Covid-19, les conséquences du conflit russo-ukrainien sur le commerce mondial, le recul des cours de certains produits d'exportation et un épisode de sécheresse sans précédent depuis quarante ans.

RDC

Nouveau record de production mensuelle pour la plus grande mine de cuivre

Kamoa-Kakula est la plus grande mine congolaise de cuivre, avec une capacité de production annuelle de 600 000 tonnes. En août 2024, un record de production mensuelle de 40 347 tonnes a été établi après la mise en service d'un nouveau concentrateur sur le site.

Ivanhoe Mines a annoncé une production mensuelle de 41 800 tonnes de concentré de cuivre à son complexe Kamoa-Kakula en RDC. Il s'agit d'un nouveau record établi par la plus grande mine du pays, après la production de 40 347 tonnes de concentré en août 2024. Ces niveaux records interviennent avec l'entrée en service du troisième concentrateur de Kamoa-Kakula, qui a porté cette année la capacité de production totale de la mine à plus de 600 000 tonnes par an. « En octobre, nous avons franchi une étape remarquable en dépassant le taux de production annualisé de 500 000 tonnes de cuivre, ce qui nous place dans le peloton de tête des producteurs de cuivre à l'échelle mondiale », a indiqué Robert Friedland, fondateur et coprésident exécutif d'Ivanhoe.

SÉNÉGAL

Le gouvernement interdit l'exportation d'arachides en 2024/2025

Le Sénégal est le 3ème producteur africain d'arachide après le Nigéria et le Soudan. Dans le pays, la denrée occupe une place de choix dans les exportations agricoles, souvent au détriment de l'approvisionnement local pour les besoins industriels.

Au Sénégal, l'exportation d'arachides sera interdite au cours de la campagne de commercialisation 2024/2025 et ce, jusqu'à nouvel ordre. L'annonce a été faite dans une circulaire signée par le ministère de l'Agriculture le qui précise qu'un délai a été accordé aux exportateurs pour réaliser leurs opérations avant la mise en application de cette mesure.

« Les exportations de graines d'arachide avaient été autorisées sur une fenêtre, pour éviter tout chevauchement avec la campagne de commercialisation 2024/2025 », peut-on lire sur la note d'information.

Selon les informations relayées par les médias locaux, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie du gouvernement pour assurer la disponibilité de la récolte pour la satisfaction des besoins industriels.

Il faut noter que cette décision fait déjà grincer des dents dans le rang des exportateurs. Dans des déclarations rapportées le 29 octobre par l'Agence de presse sénégalaise (APS), le Collectif des producteurs et exportateurs de graines d'arachide (COPEGA) estime que ce ban pourrait nuire à la compétitivité sur le marché local.

L'organisation qui souligne également la faiblesse de la capacité des transformateurs locaux, craint que la nouvelle mesure favorise les huiliers au détriment des exportateurs. « Les huiliers n'ont pas la capacité de collecter toute la production d'arachide et de la transformer. Ils seront obligés de faire des exportations à notre place », a déclaré Habib Thiam, président du COPEGA.

D'un autre côté, le gel des exportations d'arachides devrait permettre à la Société nationale de commercialisation des oléagineux (Sonacos), principal huilier du pays, souvent désavantagé par la concurrence des acheteurs chinois, d'avoir une plus grande marge de manœuvre pour s'approvisionner en matière première.

Alors que l'entreprise fonctionne depuis plus d'une décennie en deçà de ses capacités, la relance des opérations de son unité de transformation basée à Louga après 2 ans d'arrêt, , une semaine après la relance de celle de Ziguinchor, devrait contribuer à augmenter sa demande en arachide. Au Sénégal, la Sonacos exploite 4 autres unités de transformations respectivement basées à Dakar, Diourbel, Kaolack et Kolda.

Dans le pays de la Teranga, l'arachide est principalement cultivée dans le bassin arachidier qui regroupe les régions de Thiès, Louga, Diourbel, Fatick, et Kaolack. En 2023/2024, les prévisions de récolte qui restent encore à être confirmées, tablaient sur 1,7 million de tonnes.

APRÈS LES DONNÉES SUR L'EMPLOI

Wall Street termine en repli

Les marchés actions américains ont terminé la semaine sur une note négative après la publication d'un rapport sur l'emploi mitigé. L'économie américaine a créé moins d'emplois que prévu en janvier (143 000 contre 170 000 attendus). Au chapitre des valeurs, d'Amazon a clôturé dans le rouge, le géant du commerce en ligne ayant fait état d'une croissance inférieure aux attentes pour sa division d'informatique dématérialisée. Le Dow Jones s'est replié de 0,99% à 44 303 points tandis que le Nasdaq a reculé de 1,36% à 19 523 points.

Amazon (-4,05% à 229,15 dollars) a affiché l'une des plus fortes baisses de l'indice S&P 500. Si le cybermarchand et spécialiste du cloud a généré des profits plus élevés qu'anticipé, l'informatique dématérialisée et les perspectives sont ressorties sous les attentes. Autre motif de mécontentement des intervenants, le groupe américain compte investir plus de 100 milliards de dollars cette année. Selon UBS, l'activité cloud AWS se verra allouer 70% de cette somme pour renforcer son infrastructure alors qu'elle ne parvient pas à répondre à la demande.

Les chiffres macroéconomiques

Le secteur non-agricole a créé 143 000 emplois au mois de janvier, alors que 169 000 étaient attendus. Il y en avait eu 307 000 en décembre. Le taux de chômage s'élève à 4%, contre 4,1% attendus après 4,1% le mois précédent. Le salaire moyen a progressé de 4,1% en rythme annuel, dépassant le consensus de 3,8%. L'indice de la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 67,8 en février après 71,1 en janvier. Il était attendu à 71,9.

Les valeurs à suivre

Expedia bondit à Wall Street après que l'agence de voyages en ligne a dépassé les estimations des investisseurs au quatrième trimestre. Le bénéfice par action ajusté ressort à 2,39 dollars contre 2,04 dollars attendus. Le groupe réintroduit par ailleurs un dividende trimestriel, suspendu depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. Le dividende sera de 0,40 dollar au premier trimestre 2025. "Nos trois principales marques grand public ont enregistré une croissance des réservations", a résumé la CEO Ariane Gorin.
Illumina se replie à Wall Street après avoir publié une prévision de chiffre d'affaires très en-dessous des attentes. Le fabricant de machines de séquençage génétique, qui commercialise tests génétiques et outils de diagnostic, table sur un chiffre d'affaires de 4,28 à 4,4 milliards de dollars en 2025, une fourchette dont le point médian tombe sous l'estimation moyenne des analystes à savoir 4,39 milliards. A 1,10 milliard, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre est cependant supérieur aux attentes.

ATTENTIVE À LA GUERRE

La Bourse de Paris en légère hausse

La Bourse de Paris évolue en timide hausse lundi, dans un marché européen attentiste, les investisseurs restant prudents face aux menaces de droits de douane de Donald Trump qui pourraient viser l'Europe également. Vers 09H45, l'indice vedette CAC 40 prenait 0,16% à 7.985,48 points, soit un gain de 12,45 points. Vendredi, il avait terminé en baisse de 0,43% à 7.973,03 points. «Une nouvelle semaine commence avec des menaces de droits de douane», commente Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote.
Le président Trump a franchi dimanche une nouvelle étape dans l'offensive commerciale qu'il a lancée dès le début de son mandat, en promettant d'imposer 25% de droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux États-Unis. Donald Trump a aussi affirmé qu'il annoncerait «mardi ou mercredi» des «droits de douane réciproques», afin d'aligner la taxation des produits entrant aux États-Unis sur la manière dont sont taxés les produits américains à l'étranger.
L'Europe pourrait bien être la prochaine cible et se prépare au bras de fer avec les États-Unis, «ce qui pourrait peser sur la confiance dans les actions européennes après un début d'année fulgurant», note Kathleen Brooks, directrice de recherche chez XTB. «Des droits de douane généralisés sur les importations européennes aux États-Unis pourraient avoir un effet dévastateur sur la croissance européenne et déclencheraient probablement une réaction importante du marché», poursuit-elle. «La thématique de la guerre commerciale va rester dans les mois à venir un point d'attention majeur des investisseurs», estime Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.
Airbus reste au sol
Airbus a reconnu vendredi que les progrès nécessaires au développement d'un avion à hydrogène se révélaient «plus lents que prévu». Le géant européen, qui ambitionnait jusqu'ici de commercialiser un tel appareil «zéro émission» à l'horizon 2035, alors que le secteur aérien s'est engagé à ne plus contribuer au réchauffement climatique d'ici à 2050, n'a pas communiqué de nouvelle échéance. Le titre du groupe perdait 0,24% à 166,52 euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Février 2025
Valeur : 12 Février 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.5284	135.5434
1	EUR	EURO	139.7704	139.7995
1	GBP	POUND STERLING	168.1077	168.1889
100	JPY	JAPANESE YEN	89.0580	89.0795
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5465	18.5490
1	CHF	SWISS FRANC	148.7525	148.8343
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4515	94.4817
1	DKK	DANISH KRONE	18.7365	18.7404
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3557	12.3669
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0409	12.0453
1	AED	UAE DIRHAM	36.8965	36.9057
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1390	36.1449
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.7452	438.9359
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1900	42.6140
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5405	13.5420
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5246	27.6659
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4053	3.4159
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.0066	177.0066

MARCHÉS FINANCIERS

Décryptage et convictions de CPRAM

C'est le poids des 7 Magnifiques dans le SP 500 fin janvier 2025. Ce poids n'a cessé de progresser au cours des dernières années pour atteindre un pic à plus de 33% début janvier 2025.
Les marchés financiers ont entamé l'année 2025 sur une bonne note ce qui pourrait augurer d'une bonne année si on en croit l'adage. En effet, sur le mois le MSCI World progresse de +3.13% porté par un rebond de l'ensemble des indices actions mondiaux qui finissent tous en territoire positif.
La palme d'or est à décerner cette fois ci à la zone euro qui s'envole de plus de 8.10%.
Le marché américain quant à lui ne progresse que +2.36%. Cette excellente performance boursière européenne s'explique en premier lieu par la décision de l'administration Trump de différer les hausses de taxes sur les produits européens et chinois et par le soutien de la banque centrale européenne qui continue de réduire les coûts d'emprunts.
Les obligations d'état sont restées en ce début d'année à l'intérieur d'une fourchette avec des rendements du trésor américain qui baissent par rapport au niveau de fin décembre à 2.54% tandis que les taux nominaux européens remontent légèrement avec un 10 ans allemand terminant au niveau de 2.45%. Cette stabilité obligataire s'explique par la capacité des banques centrales à répondre aux attentes du marché.
En effet, la banque du Japon a comme attendu remonté son taux directeur de +25 bps, la banque centrale européenne a réduit ses coûts d'emprunts pour la cinquième fois de 25 points de base à 2.75%, et banque centrale américaine a voté à l'unanimité un maintien de son taux directeur dans la fourchette 4.25%-4.50% tout en indiquant qu'elle n'était pas pressée pour les abaisser davantage pour le moment en attendant d'y voir plus clair sur les impacts à venir des décisions de l'administration Trump.
La saison des résultats d'entreprise qui bat son plein en Europe et aux Etats-Unis est plutôt de bonne facture notamment aux Etats-Unis où les marges continuent de se maintenir à des niveaux historiquement élevés.
A noter pour finir que les résultats des grandes entreprises technologiques américaines ont été quelque peu éclipsés par l'annonce du chinois DeepSeek (qui propose une IA générative à moindre coût) qui si elle s'avérait exacte pourrait réduire la dépendance du monde à l'égard de ces dernières. Affaire à suivre.

Les faits marquants du mois

Les actions mondiales ont démarré l'année sur une base solide et l'Europe est parvenue à réaliser une mini reprise après la forte sous performance enregistrée l'année dernière.
L'asymétrie entre les valorisations et les positionnements expliquent à notre avis ce comportement. Pour autant, cette surperformance de début d'année semble s'expliquer avant tout par une couverture de positions courtes.
La zone euro pourrait faire face à une escarmouche tarifaire dans les prochains jours. Les semaines à venir seront sans nul doute éprouvantes pour les investisseurs. Pour autant les fondamentaux européens restent pour le moment constructif avec une économie résiliente, des croissances de bénéfices d'entreprises attendues en progression de +8% en moyenne et une banque centrale qui poursuivra sa détente monétaire avec 3 ou 4 nouvelles baisses pour porter le taux terminal autour de 2% d'ici la fin de l'année.
Par ailleurs, malgré la reprise récente, les actions apparaissent attractives par rapport au crédit et aux obligations. La région bénéficie déjà d'une prime de risque élevée et pourrait profiter d'autres catalyseurs plus positifs comme les élections allemandes à venir, un éventuel cessez le feu en Ukraine et la réduction de l'incertitude budgétaire en France.
Depuis le début de l'année, nous assistons à un mouvement de déconcentration de l'indice avec la surperformance d'autres secteurs. Sera-t-il durable ?

INDE

Le boom du trafic aérien aiguise l'appétit de boeing et airbus

Des aéroports qui poussent comme des champignons, des pilotes et des techniciens à former à la pelle, des commandes en pagaille: le trafic aérien explose en Inde et aiguise l'appétit de Boeing et Airbus, à la veille du salon AeroIndia à Bangalore (10-14 février).

Signe que la cinquième économie mondiale joue maintenant dans la cour des grands, l'Association internationale du transport aérien (IATA) tiendra son assemblée générale annuelle début juin à New Delhi.
La croissance soutenue de son économie et de sa classe moyenne a fait de l'Inde et de son 1,4 milliard d'habitants le troisième marché aérien au monde, après ceux des Etats-Unis et de la Chine.
Et ce n'est sûrement qu'un début.
"C'est le pays qui a la croissance la plus rapide au monde et il en sera de même au cours des 20 prochaines années", affirme Rémi Maillard, PDG d'Airbus Inde et Asie du Sud, qui le qualifie "d'étoile montante de l'aéronautique mondiale".
Un enthousiasme partagé par Salil Gupte, le président de Boeing Inde et Asie du Sud. "C'est le marché le plus dynamique de la planète et sûrement le plus excitant", s'enthousiasme-t-il.
Cette croissance devrait entraîner une hausse du trafic en Asie du Sud, essentiellement en Inde, de plus de 7% par an jusqu'en 2043, selon les prévisions de Boeing.
"Le nombre de trajets en avion par habitant reste faible, il est de seulement 0,12 en Inde, contre 0,46 en Chine", explique Rémi Maillard.
Dans un pays où le transport ferroviaire reste très populaire mais souvent chaotique, il suffirait que 2% des 18 millions d'usagers quotidiens du train, contre 430.000 passagers aériens, préfèrent l'avion pour que le marché aérien double, estime Boeing.

Voyager en pantoufles

Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le Premier ministre nationaliste hindou Narendra Modi a fait du développement de l'aéronautique une priorité.
Son rêve, il l'a répété, est de voir "le commun des mortels, qui voyage en pantoufles, dans un avion".
En 2016, son gouvernement a lancé un plan pour doper les liaisons aériennes entre les petites villes et les mégapoles du pays. Il a aussi investi des dizaines de millions d'euros pour construire des aéroports et améliorer les infrastructures existantes.
Le nombre d'aéroports a doublé en dix ans. Il est passé de 74 en 2014 à 157 en 2024, selon le ministère de l'Aviation, et l'objectif est d'en compter de 350 à 400 en 2047, pour le centenaire de l'Indépendance de l'Inde.
Parallèlement, l'exécutif a mis en place des programmes pour former pendant les 20 prochaines années quelque 30.000 pilotes et au moins autant de mécaniciens.
Airbus et Boeing participent activement à cette campagne aux côtés du gouvernement, en mettant l'accent sur la promotion des femmes.

RÉCESSION, ÉNERGIE CHÈRE, COMPÉTITIVITÉ EN BERNE...

L'«usine Allemagne» en péril

Des vans électriques VW ID.Buzz sont garés sur le parking de l'usine Volkswagen Commercial Vehicles, à Hanovre. Dans le cade d'un plan de réduction des coûts, le constructeur automobile allemand envisage de supprimer 30.000 postes.
Des vans électriques VW ID.Buzz sont garés sur le parking de l'usine Volkswagen Commercial Vehicles, à Hanovre. Dans le cade d'un plan de réduction des coûts, le constructeur automobile allemand envisage de supprimer 30.000 postes. Julian Stratenschulte/dpa via Reuters Connect
« Retten den deutschen standort ! » Ce mot d'ordre - « Sauvons le fabriqué en Allemagne ! » - fait office de slogan électoral à deux semaines des élections législatives anticipées du 23 février. L'opposition conservatrice, qui pourrait bientôt avoir la chance de désigner son futur chancelier, Friedrich Merz, accuse le gouvernement d'avoir démoli le fameux « site allemand », tandis qu'Olaf Scholz, chez les socio-démocrates, sillonne les sites de Volkswagen à Wolfsburg, ou de Thyssen Krupp à Duisbourg, pour assurer les salariés du soutien de l'État.
Le constructeur automobile envisage de supprimer 30 000 postes, tandis que le sidérurgiste planifie 11 700 départs. S'y ajoutent les pneus Continental (7 000 suppressions d'ici 2028), Bosch (3 800), le chimiste BASF (3 300), le sous-traitant de l'auto ZF (14 000 postes sur quatre ans). Les plus beaux fleurons du secteur secondaire, et les principales branches qui leur sont associées, vacillent.

ACIER, ALUMINIUM

L'Union européenne «répliquera» à tout nouveau droit de douane américain annonce Jean Noel Barrot

L'Union européenne «répliquera» aux nouveaux droits de douane annoncés par Donald Trump, comme elle l'a fait lors du premier mandat du président américain, a affirmé ce lundi le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. «Il n'y a aucune hésitation quand il s'agit de défendre nos intérêts», a poursuivi le ministre sur TF1, ajoutant que la Commission européenne avait un mandat pour agir en ce sens, en réagissant à l'annonce américaine de droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium importés aux États-Unis et a poursuivi «qu'elle (avait) assuré» les pays membres qu'elle allait le mettre à exécution sans tarder.
Le ministre français n'a pas donné de détails sur les mesures de rétorsion envisagées.
Donald Trump a déclaré dimanche qu'il «(annoncerait) des droits de douane sur l'acier lundi», que «tout l'acier arrivant aux États-Unis aura 25% de droits de douane», et que le même sort serait réservé à l'aluminium importé.
Lors de son premier mandat (2017-21), Donald Trump avait déjà imposé des droits de douane sur l'acier et l'aluminium afin de protéger l'industrie américaine qu'il estimait être confrontée à une concurrence déloyale en provenance de pays asiatiques et européens. Environ 25% des exportations européennes d'acier sont destinées aux États-Unis, selon le cabinet Roland Berger. Dès lors, «toute taxe de la part des États-Unis heurterait le secteur européen», avait-il prévenu dans une note récente.
L'industrie de l'acier est déjà soumise à une forte concurrence internationale ainsi qu'au recul de la demande de la part du secteur automobile, l'un de ses gros clients.

ETATS UNIS

Donald Trump veut mettre fin au penny

Le président des Etats-Unis a demandé, dimanche, au secrétaire au Trésor d'arrêter la production de ces pièces de 1 cent. « C'est du gaspillage ! », a-t-il justifié.
Les Etats-Unis vont-ils en finir avec le penny ? Le président américain, Donald Trump, a ordonné, dimanche 9 février, à son secrétaire au Trésor, Scott Bessent, d'arrêter la production de cette pièce valant un centième de dollar, afin de réduire les dépenses publiques.
« Pendant bien trop longtemps, les Etats-Unis ont frappé des pièces de 1 cent qui nous coûtent littéralement plus de 2 cents [à produire]. C'est du gaspillage ! », s'est emporté Donald Trump sur son réseau social Truth Social. « J'ai demandé au secrétaire au Trésor d'arrêter de produire de nouvelles pièces de 1 cent. Eliminons le gaspillage du budget de notre grande nation, même si c'est un cent par un cent », a-t-il écrit. Le milliardaire Elon Musk, qui supervise la commission à l'efficacité gouvernementale (DOGE), avait remis la question sur la table en janvier, rappelant dans un message sur X le coût de production de 1 penny.
Le débat n'est pas nouveau aux Etats-Unis, plusieurs textes de loi en ce sens ayant déjà été présentés au Congrès, sans être adoptés. Et le décret de Donald Trump devra probablement être approuvé par les parlementaires américains.

Des prix arrondis à 0,05 dollar

Mais l'actuel secrétaire au Trésor, Scott Bessent, pourrait simplement donner l'ordre d'arrêter la production du penny, avait fait savoir en janvier le professeur d'économie Robert Triest de l'université de Northeastern (Massachusetts). Les prix seraient probablement arrondis à 0,05 dollar près en cas de suppression du penny, avait-il ajouté.
Donald Trump a fait de la réduction des dépenses publiques une priorité de sa nouvelle administration, une mission qu'il a confiée à Elon Musk et son équipe du DOGE.
D'autres pays ont déjà supprimé leurs pièces de plus faible valeur, comme le Canada, en 2012, qui avait également avancé des coûts de production trop onéreux.

NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS

Le SUV low-cost est-il aussi low-tech ?

Le nouveau Citroën C3 Aircross se distingue par un tarif serré qui lui permet de s'afficher comme le SUV compact le moins cher du marché, en battant même le Dacia Duster à son propre jeu. Mais pour arriver à ce résultat, des concessions ont été nécessaires, y compris sur les technologies embarquées. Mais comment impactent-elles la vie à bord ?

Vous l'aurez sans doute amèrement constaté : depuis la pandémie de Covid, les prix des voitures neuves ont littéralement flambé, au point même d'entraîner un vieillissement toujours plus marqué du parc automobile français. Les raisons sont évidemment nombreuses mais les constructeurs eux-mêmes commencent à réagir et à proposer des offres qu'ils espèrent plus attrayantes.

Citroën C3 Aircross, l'arme anti-inflation pour les familles ?

L'un des derniers exemples en date est le nouveau Citroën C3 Aircross, qui se paye le luxe d'être non seulement le SUV compact le moins cher du marché avec un tarif qui démarre à 19 700 € mais aussi le moins cher des SUV électriques et le seul SUV compact 7 places à 22 650 €.
Citroën joue donc à fond la carte de l'accessibilité sans trop dégrader les prestations routières comme l'a montré notre essai de la version hybride du Citroën C3 Aircross, mais aussi notre test de sa variante électrique. En effet, le Citroën C3 Aircross nous a agréablement surpris par son confort de roulage, en particulier grâce à ses suspensions à butée hydraulique progressives. Le moteur 136 ch fait le job, à condition d'accepter quelques à-coup en ville et une sonorité envahissante très peu mélodieuse. Mais il propulse avec suffisamment d'entrain ce léger SUV (1 389 kg) sans se montrer trop glouton (6,5 l relevé lors de notre test).
De plus, l'espace à bord, en particulier en version 5 places est conséquent pour les passagers du rang 2, tout comme le coffre de 460 l qui propose une bonne contenance. Ces points positifs ne permettent malheureusement pas de masquer quelques défauts agaçants comme une direction muette, une insonorisation presque inexistante et une finition franchement très légère. Si le plastique dur est roi, on regrette aussi des ajustements qui manquent de rigueur et une position de conduite perfectible. En bref, le Citroën C3 Aircross vous en donne pour vitre argent, mais certainement pas plus.

L'essentiel rien que l'essentiel

C'est donc aussi vers une version micro-hybride de 136 ch (celle qui représentera le gros des ventes selon Citroën) que nous nous tournons aujourd'hui pour savoir si la partie multimédia, l'un des points les plus mis en avant par les constructeurs est à la hauteur des attentes.
D'abord, sachez que la version d'appel, baptisée You à 19 700 € est dépourvu d'écran multimédia. L'écran est remplacé par un support pour smartphone. Dans cette configuration, le terminal de l'utilisateur devient l'écran d'info-divertissement et se connecte sans fil au véhicule via NFC. Conversation téléphonique et musique sortiront donc des enceintes, mais pour le reste tout passe par le smartphone et vos applications habituelles ; Petite subtilité en ce qui concerne la version électrique Citroën ë-C3 Aircross, quelque soit le niveau de finition il n'y a pas de planificateur d'autonomie installé en dur dans la voiture, il faudra donc se tourner vers e-Route, une autre application compagnon de My Citroen, ou utiliser une application tierce comme ABRP ou Chargemap, puisque de toute façon le smartphone n'est pas relié à l'autonomie réelle de la voiture. Ainsi, pour bénéficier de la dalle tactile de 10,25 pouces, il faudra au minimum se tourner vers la finition Plus, qui démarre à 21 800 €.
Nouveau Citroën C3 Aircross : L'interface est simple... mais datée
L'interface de l'écran est très basique, avec des graphismes simples, mais elle permet d'accéder dés la page d'accueil aux fonctions de navigation, téléphone et musique. Pour ceux qui préfèrent utiliser Apple CarPlay ou Android Auto, la réplication via Wi-Fi est disponible. Sur notre modèle nous ne pouvions malheureusement nous connecter qu'en filaire via le port USB-C situé à droite de l'écran. En tout cas, la réactivité de l'écran est acceptable, sans plus, et les menus sont très basiques et peu nombreux. Il n'y a pas d'option de personnalisation. Aussi, la dalle est un vrai miroir et elle est sensible aux traces de doigts. La qualité de la caméra de recul ne laissera pas de souvenir impérissable et il n'y a pas de vision 360°. C'est un peu dommage.
Si l'habitacle de la Citroën ë-C3 se distingue par son design moderne, avec des éléments étirés et un dessin épuré qui créent une sensation d'espace, cette impression d'ouverture est renforcée par le nouveau combiné d'instrumentation, conçu comme un affichage tête haute (Citroën Head Up Display). Malin, il projette les informations du véhicule sur une surface noire brillante située entre le haut du tableau de bord et le bas de la baie de pare-brise. Les informations affichées sont réduites au minimum : vitesse, rapport engagé, consommation et autonomie. Cet affichage n'est pas personnalisable mais il est bien situé au niveau de la vision du conducteur.
Un point en ce qui concerne les aides à la conduite : elles sont facilement désactivables via deux touches séparées qui sont situé à gauche du volant : l'une permet de couper le maintient dans la voie, la seconde l'alerte de survitesse et l'alerte d'attention. C'est assez pratique et moins alambiqué que sur certains modèles bien plus haut de gamme où il faut aller dans différents sous menus. En ce qui concerne la conduite semi autonome de niveau 2, elle s'actionne en deux clic du pouce via les touches gauches du volant. Autre bon point, les commandes de climatisation reste manuelles et réactives. Les matériaux utilisés n'ont aucune noblesse mais au moins il n'est pas nécessaire de quitter la route des yeux pour ajuster la ventilation.
Finissons avec un ultime point sur l'audio : c'est assez catastrophique. Entre la mauvaise insonorisation de la voiture, surtout au niveau des bruits de roulement et la sono qui ne propose qu'un spectre audio très étriqué concentré sur l'avant, oubliez toute notion de spatialisation.

Ce qu'il faut retenir sur l'équipement multimédia du Nouveau Citroën C3 Aircross

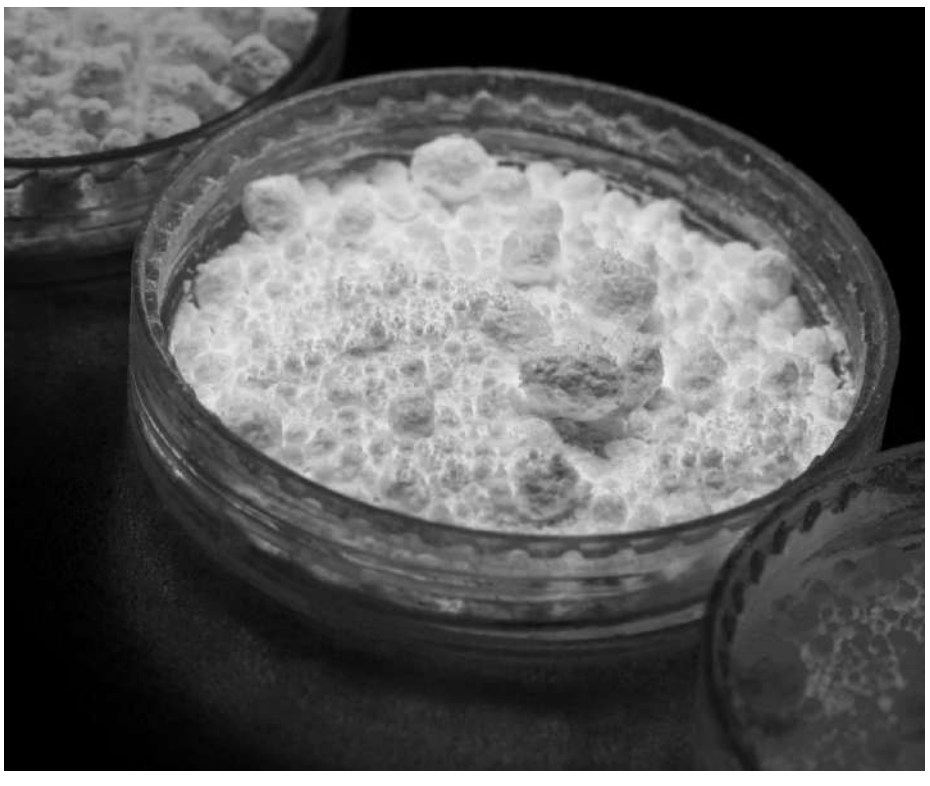
Au final, il faudra retenir que ce n'est certainement pas pour son multimédia rudimentaire que l'on achète le Citroën C3 Aircross. Est-ce une mauvaise surprise ? Pas réellement compte tenu du prix, mais le Dacia Duster propose une interface un peu plus complète, plus ergonomique, avec des graphismes un peu plus modernes, même si la réactivité est similaire. Aussi, on regrette que les amateurs d'électriques ne bénéficient pas de planificateur d'itinéraire pour le moment... mais compte tenu de l'autonomie ils n'iront pas loin de toute façon. Pour les autres, même ceux qui privilégient la plus haute finition Max à 27 900 € en hybride et 31 600 € en électrique, ils devront se contenter d'une des interfaces les plus basiques du marché dont le seul vrai intérêt est surtout la réplication Android Auto / Apple CarPlay.

UNE DÉCOUVERTE QUI POURRAIT CHANGER LA DONNE

Un matériau OLED «100 fois moins couteux» à produire

Les écrans OLED pourraient bientôt être plus performants, moins couteux et (probablement) moins sensibles au marquage. Des chercheurs britanniques ont mis au point une molécule qui améliore significativement l'efficacité des pixels bleus, tout en réduisant les coûts de fabrication.

Appréciée pour ses multiples atouts et sa capacité à produire de superbes images, la technologie OLED a malgré tout un point faible : son pixel bleu. En raison de sa longueur d'ondes plus courte, le pixel bleu subit une dégradation plus rapide que les pixels rouges et verts. Cette instabilité entraîne une perte progressive de luminosité, affectant l'équilibre des couleurs de l'écran au fil du temps, contribuant, in fine, au phénomène de burn-in.



Une solution innovante pour les émetteurs bleus

Pour pallier ce problème et améliorer l'OLED, les chercheurs explorent différentes solutions, avec des technologies dont nous évoquons régulièrement les développements. C'est le cas des émetteurs phosphorescents bleus, les fameux PhOLED, de la technologie TADF — Thermally Activated Delayed Fluorescence — de divers procédés de fabrication comme la technologie Max OLED, ou encore de l'Inkjet OLED.
On apprend dans la revue Nature qu'un nouveau matériau a été développé par des chercheurs issus des universités de Manchester et de Cambridge. Baptisé "NON", ce matériau s'appuie sur une molécule 1,3,5-oxadiazines dont la synthèse serait largement moins complexe que celle des matériaux actuellement utilisés dans l'industrie.
Plus stable, plus efficace et surtout beaucoup moins cher à produire que les solutions actuelles, il utilise une nouvelle structure chimique et fais la promesse de nombreux avantages : meilleure efficacité lumineuse, amélioration de la durée de vie du pixel bleu et coût de mise en œuvre environ 100 fois inférieur aux solutions actuelles.

Une avancée pour l'OLED fluorescent bleu

Les tests réalisés par le Groupe d'Optoélectronique de l'Université de Cambridge montrent que l'émetteur NON atteint jusqu'à 21 % d'EQE (External Quantum Efficiency), une performance significative pour un émetteur fluorescent optimisé. Pour rappel, l'EQE correspond au rapport entre le nombre de photons émis et le nombre d'électrons injectés, tandis que l'IQE (Internal Quantum Efficiency) mesure cette efficacité avant les pertes optiques.
Cette avancée pourrait représenter une percée majeure pour les OLED fluorescents bleus, et bénéficier aux émetteurs basés sur la technologie TADF, qui permettent de convertir les excitons triplets en excitons singulets, dépassant ainsi la limite théorique de 25 % d'IQE des émetteurs fluorescents classiques. L'association d'un émetteur TADF avec un matériau hôte optimisé comme le NON (testé avec l'émetteur CMA P170) pourrait améliorer significativement l'efficacité et la stabilité des pixels bleus, ouvrant la voie à des écrans plus lumineux, plus durables et plus économes en énergie.
Toutefois, bien que les premiers résultats soient prometteurs, des tests à grande échelle sur différents types d'émetteurs seront nécessaires pour confirmer l'impact de cette innovation sur la durabilité des écrans et sa capacité à réduire le phénomène de burn-in. Si ces avancées se confirment, elles pourraient conduire à une nouvelle génération de téléviseurs OLED plus performants et accessibles au grand public.

Meta a-t-elle formé son IA sur des livres piratés ? De nouveaux éléments explosifs émergent

Les pratiques de Meta en matière d'entraînement de l'IA sont à nouveau mises en cause. Des documents internes récemment dévoilés révèlent l'utilisation présumée d'ouvrages piratés pour alimenter ses modèles.
Les modèles d'intelligence artificielle ont besoin d'être entrainés pour fonctionner correctement et s'améliorer au fil des années. Pour ce faire, certaines entreprises n'hésitent pas à franchir la ligne jaune et à utiliser des sources d'information et de connaissances protégées par le droit d'auteur. Meta pourrait faire partie de ces mauvais élèves, à en croire plusieurs mails internes à l'entreprise, et cela pourrait lui coûter cher.

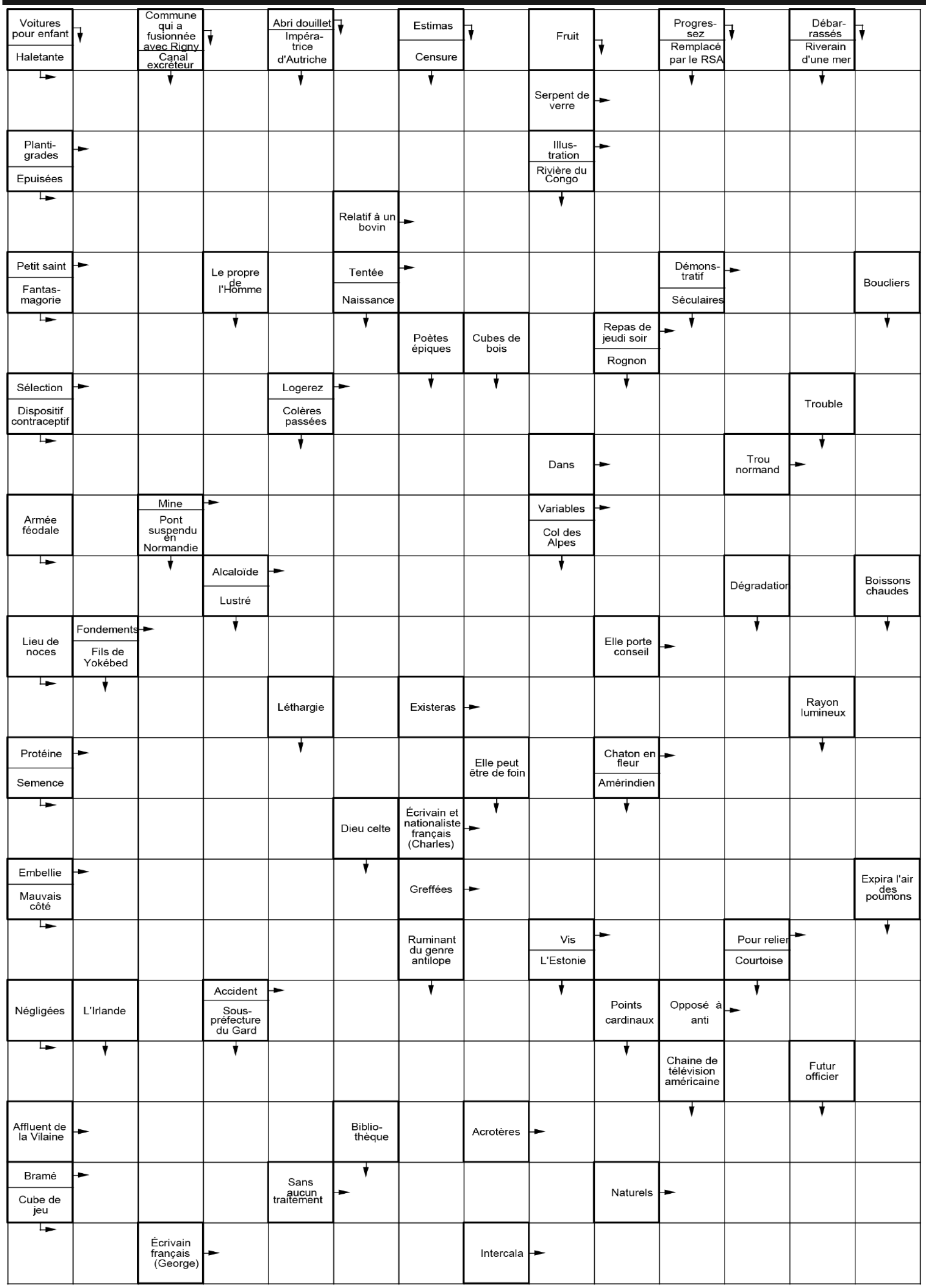
Plus de 80 Go de livres téléchargés illégalement selon des mails internes

Meta aurait ainsi téléchargé au moins 81,7 téraoctets de données issues de bibliothèques illégales, notamment Z-Library et LibGen, via le site Anna's Archive. Meta avait admis en janvier dernier avoir téléchargé ces bibliothèques pour entrainer ses modèles de langage, mais selon des mails internes et non censurés dévoilés ces dernières heures, le groupe de Mark Zuckerberg aurait sciemment utilisé des ouvrages couverts par les droits d'auteur de manière industrielle.
L'affaire prend dans le même temps une tout autre forme avec l'évocation du seeding, une pratique qui consiste non seulement à télécharger du contenu via un réseau torrent, mais également à le partager. Un ingénieur de Meta, Nikolay Bashlykov, avait dès avril 2023 exprimé son malaise face à l'utilisation de fichiers torrents depuis un ordinateur de l'entreprise, soulignant les risques juridiques potentiels.
« Télécharger en torrent depuis un ordinateur portable d'entreprise, ça ne semble pas correct », écrivait-il alors, l'esprit léger, dans son message accompagné d'un émoji.
Son inquiétude s'est renforcée quelques mois plus tard, lorsqu'il a alerté la direction sur le fait que le processus de téléchargement impliquait inévitablement une redistribution des fichiers tout à fait illégale. Malgré ces avertissements, Meta aurait poursuivi cette approche jusqu'en avril 2024, dissimulant son activité en évitant l'utilisation des serveurs de Facebook. Un autre mail évoque d'ailleurs explicitement les mesures appliquées et un « mode furtif » pour éviter de créer un lien entre l'entreprise et le partage des ouvrages piratés.

Meta nie en bloc, mais sa défense semble compromise par ces révélations

La défense de Meta a jusqu'ici maintenu que l'utilisation de ces fichiers relevait du « fair use », un concept du droit américain permettant dans certains cas l'utilisation de contenus protégés à des fins de recherche ou d'innovation. Les auteurs réunis autour de cette action en justice ne l'entendent pas de cette oreille et soulignent que des actes similaires, bien moindres en volume, ont par le passé conduit à des poursuites.
Ces révélations viennent appuyer les accusations portées par les auteurs, qui ont attaqué le géant de Palo Alto en justice. « L'ampleur du programme de téléchargement illégal de Meta est stupéfiante », expliquent-ils dans leur plainte.
L'accusation réclame désormais à la justice d'entendre certains cadres de Meta impliqués dans la décision de recourir à LibGen. Parmi eux, Mark Zuckerberg lui-même est cité, alors qu'il avait indiqué ne pas être au courant de cette affaire.
Des échanges internes laissent pourtant entendre qu'une remontée d'information a eu lieu et que le dirigeant pourrait avoir été informé, mais tout cela reste trop flou pour constituer une preuve.
Meta n'a pas encore officiellement réagi aux dernières révélations. L'entreprise a affirmé précédemment que « les plaignants ne démontrent pas un seul cas où un livre a été téléchargé par un tiers via Meta en torrent, encore moins que leurs propres livres ont été distribués par Meta ».
La diffusion de ces e-mails fragilise aujourd'hui sa défense et pourrait conduire à un procès en bonne et due forme, qui met en lumière les largesses prises par les géants de la tech pour entrainer leurs modèles d'IA.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 11 février 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 75 dollars

Les cours du pétrole progressaient lundi, le Brent s'échangeant à plus de 75 dollars le baril.
Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 1,02% à 75,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagnait 1,01% à 71,72 dollars. Par ailleurs, le prix du gaz naturel européen s'échangeait à son niveau le plus élevé depuis février 2023, en raison d'une baisse des réserves européennes.
Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, gagnait près de 4,53%, à 58,250 euros le mégawattheure (MWh).
Cela veut dire que l'équivalent d'un baril de pétrole brut en gaz naturel TTF "se négocie au-dessus de 100 dollars" et contribue à soutenir la demande pour des barils de Brent (comparativement moins chers), indiquent des analystes.

COOPÉRATION

Mohamed Arkab reçoit son homologue nigérien

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, ce lundi, au siège de son département ministériel, le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, à la tête d'une délégation de haut niveau.
Cette délégation comprenait notamment le ministre des Ressources en eau, de l'Assainissement et de l'Environnement, le colonel Mizama Abdallah, ainsi que des responsables et cadres du ministère du Pétrole et de la Société nationale nigérienne des hydrocarbures, SONIDEP. Ont également assisté à cette rencontre Son Excellence l'ambassadeur du Niger en Algérie, le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, ainsi que plusieurs hauts responsables du ministère.
Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la visite de travail effectuée par le ministre nigérien du Pétrole en Algérie du 9 au 15 février 2025. Les discussions ont porté sur le renforcement des relations de coopération fraternelles et historiques entre l'Algérie et le Niger, en particulier dans le domaine de l'énergie et des hydrocarbures.
Les deux parties ont examiné les avancées des projets de développement communs, englobant l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que les projets de raffinage, de pétrochimie et de distribution des produits pétroliers.
Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du mémorandum d'entente signé entre Sonatrach et SONIDEP le 1er octobre 2024.
Le ministre Arkab et son homologue nigérien ont également évalué les résultats des missions effectuées par les délégations de Sonatrach à Niamey. Ces visites ont abouti à la signature d'un procès-verbal de réunion, le 14 janvier 2025, entre Sonatrach et SONIDEP

INITIATIVE PRÉSIDENTIELLE DES CHAMPIONS DE L'INFRASTRUCTURE

Mme Mansouri participe à la réunion de haut niveau

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Bakhta Selma Mansouri, a pris part à la réunion de haut niveau de l'Initiative présidentielle des Champions de l'infrastructure (PICI), tenue virtuellement sous la présidence du président de la République d'Afrique du sud, Cyril Ramaphosa, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.
Outre l'Algérie, douze (12) pays africains ont participé à cette réunion, à savoir : l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Bénin, la République du Congo, l'Egypte, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Namibie, le Kenya, le Soudan et l'Ouganda. A cette occasion, Mme Mansouri a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à soutenir cette initiative qui s'inscrit dans le cadre des efforts du NEPAD visant à renforcer la complémentarité économique africaine, à travers le développement de mégaprojets d'infrastructures. Elle a également souligné la détermination de l'Algérie à accélérer la réalisation des projets de la route transsaharienne et de la dorsale transsaharienne à fibre optique, considérés comme deux piliers stratégiques permettant l'interconnexion du continent, la stimulation de l'investissement, et le renforcement du développement durable, notamment au Sahel, reflétant ainsi le rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien à l'intégration africaine.

CONSTANTINE

Prés de 1000 nouveaux postes d'emploi créés dans l'artisanat et les métiers en 2024

Au total, 988 nouveaux postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Constantine, en 2024, dans les activités liées à l'artisanat et les métiers et ce, par le biais de la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on appris lundi auprès de son directeur, Abdelghani Sifer.
Le plus grand nombre de ces postes, a été créé dans les activités des services soit 454 postes, l'artisanat d'art (336), alors que 198 autres postes ont été générés dans l'artisanat de production, a indiqué à l'APS le même responsable.
Ce nombre de postes a connu une hausse estimée à 12% par rapport à l'année 2023 marquée par la création de 865 postes, a souligné, M. Sifer, notant que ce résultat s'explique par les efforts déployés par les services de la CAM en matière d'intensification des actions de sensibilisation sur l'importance de plusieurs spécialités artisanales dans la lutte contre le chômage et d'organisation des sessions de formation, notamment sur les métiers artisanaux menacés de disparition dont la dinanderie d'art. Ce chiffre, en nette évolution par rapport aux années précédentes, a-t-il ajouté, a été favorisé également par l'extension de plusieurs entreprises artisanales opérationnelles et par la concrétisation de nouveaux projets dans ce secteur à la faveur des dispositifs d'insertion des jeunes.
Pas moins de 20.959 artisans, tous domaines confondus sont actuellement adhérents à la CAM de Constantine, a-t-on indiqué

EUROPE

Les prix du gaz flambent

Les prix du gaz sur les marchés européens ont franchi, ce lundi, la barre des 620 dollars pour 1 000 mètres cubes, un seuil inédit depuis le 8 février 2023.
À 11h00 (heure algérienne), les contrats à terme pour mars prochain sur l'indice TTF ont enregistré une hausse de 3,8 %, atteignant 620,7 dollars pour 1 000 mètres cubes. La séance de cotation avait débuté sur une augmentation de 3,4 %, avec un prix initial de 618 dollars pour 1 000 mètres cubes.
Cette flambée des prix intervient dans un contexte de tensions sur l'approvisionnement, après la fin de l'accord de transit du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine. L'approvisionnement s'est interrompu dès le début de 2025, Kiev ayant refusé de prolonger le contrat de transit avec Moscou.

ELECTRICITÉ

Une délégation de Sonelgaz au Caire pour examiner les opportunités de coopération avec des sociétés égyptiennes

Les moyens et les opportunités de coopération ont été examinés par une délégation du Groupe Sonelgaz, conduite par son PDG, Mourad Adjal, en visite au Caire (Egypte), avec des responsables de sociétés égyptiennes activant dans le domaine de l'électricité, indique, dimanche, un communiqué du Groupe public.
Lors de cette visite, M. Adjal et la délégation l'accompagnant, ont rencontré le PDG de la Holding Electricité d'Egypte, Gaber Desouki, ainsi que la présidente du Conseil d'administration de cette société égyptienne de transport d'électricité, Mona Rezk.
A cette occasion, les opportunités de coopération dans les domaines de la production, du transfert et de la distribution de l'électricité ont été examinées par les deux parties, exposant les différentes expériences dans ces domaines et insistant sur la nécessité d'"étudier les moyens d'établir un partenariat solide entre les deux parties", ajoute le communiqué.